

Un troisième centenaire

L'INDÉPENDANCE DU VALAIS A L'ÉGARD DU SAINT-EMPIRE

**a-t-elle été reconnue par les traités de Westphalie, en 1648,
en même temps que celle de la Confédération suisse ?**

I. Relations primitives du Valais et du Saint-Empire.

Comme l'a dit Gierke, le moyen âge a conçu l'humanité entière sous la forme d'un vaste corps mystique, muni de deux têtes, le pape et l'empereur, qui sont, pour l'ensemble des hommes, ce que le corps et l'âme sont pour l'individu. Mais cette conception, plus religieuse que politique, se heurta à la réalité naissante des États modernes de l'Europe. De bonne heure, et très sensiblement au XIII^e siècle, la France, l'Angleterre et les innombrables principautés du Saint-Empire se sont élevées contre l'idée romano-chrétienne d'un Empire universel, où le pape et l'empereur auraient joué le rôle d'arbitres suprêmes pour tous les conflits internes ou internationaux. A la faveur du Grand Interrègne, des luttes entre le pape et l'empereur, Rodolphe de Habsbourg tenta de créer une royauté purement nationale. Les Etablissements de St-Louis soutinrent que le roi ne reconnaissait pas de souverain en matière temporelle.

Néanmoins, le Saint-Empire subsista, de plus en plus théorique sans doute, jusqu'à la Révolution française. Les pages qui suivent se proposent d'étudier ses rapports avec le Valais sous l'ancien régime.

En 999, l'évêque de Sion Hugue avait reçu du roi de Bourgogne, pour lui et pour ses successeurs, sans possibilité d'aliénation, le comté du Valais (*comitatum Vallensem*) avec toutes les « utilités » qui accompagnent d'ordinaire les comtés ecclésiastiques¹.

Rodolphe III, dernier roi de Bourgogne, institua héritier Henri II, empereur romain et roi d'Allemagne, en 1016. Conrad II le Salique, qui lui succéda, dut briser la résistance des seigneurs bourguignons. A la suite de sa victoire, le Valais fit donc son entrée dans le Saint-Empire et son évêque devint vassal de l'empereur (1032-1034). L'évêque jouissait de l'immédiateté impériale. Toutefois, il se peut que le Valais ait dépendu du recteur de Bourgogne, Rodolphe de Rheinfelden ; mais l'empereur Henri IV dut le restaurer dans son immédiateté primitive dès 1080².

A cette époque, l'empereur nommait les évêques, et leur conférait l'investiture. Aucun document ne nous indique comment la chose se passait. Tout au plus savons-nous que l'empereur Henri III séjourna à l'abbaye de Saint-Maurice en 1042. On sait que le concordat de Worms (1122) admit que l'investiture ne serait donnée aux évêques qu'après leur consécration, ce qui garantissait la libre élection canonique. L'influence du pouvoir temporel s'effaça ainsi devant celle de l'Eglise. C'est pourquoi, en Valais, le pape et l'archevêque de Tarentaise acquirent plus d'autorité que l'empereur³.

¹ Sur l'éventualité d'une remise temporaire du comté du Valais à un évêque en 888 déjà, cf. *Blätter aus der Walliser Geschichte* (citées : BWG), I, p. 5. Du temps de Charlemagne, l'évêque de Sion Althée aurait reçu un privilège, mais on ne sait de quoi il s'agit (*ibidem*, p. 19).

W.-A. Liebeskind a interprété la donation de 999 en ce sens (BWG, IX, p. 282 sqq.) : Le roi renonce désormais à désigner un vassal lorsque le comté sera vacant ; l'évêque devient un *Landgraf* et il exerce la puissance royale. L'adjonction « avec tous ses revenus » est propre au système féodal ; au lieu de rémunérer les services du comte, le roi lui cède une fois pour toutes les droits auxquels la couronne pouvait prétendre dans le comté. L'Eglise de Sion, personnifiée par son évêque, ne fait plus figure de vicaire, mais bien de successeur, d'ayant-cause du roi. Les droits du fisc royal portaient alors le nom de régales. La donation de 999 lui confère la haute justice (ban du sang) non seulement sur ses propriétés foncières (l'évêque était un seigneur foncier en Valais bien avant de posséder les droits comtaux), mais encore dans toute l'étendue du comté, sauf dans les lieux où d'autres seigneurs immunistes exerçaient déjà la haute justice. On sait que du temps des Carolingiens le seigneur immuniste pouvait exercer la basse justice. A l'époque des Othons (Xe siècle), il reçut même le droit de haute justice.

² Hoppeler, *Beiträge zur Geschichte des Wallis im Mittelalter*, Zurich, 1897, p. 19 sqq. et p. 147 sqq. — Par un revirement étonnant, nous dit cet auteur, les pays qui avaient combattu Conrad II soutinrent Henri IV dans ses luttes contre le pape. Ermanfroi, évêque de Sion (1055-1082), accomplit diverses missions diplomatiques pour le pape Grégoire VII, puis pour l'empereur Henri IV, qui en fit le chancelier de Bourgogne et lui donna, en 1079, les *villae* de Loèche et de Naters, à faire valoir contre l'abbaye de St-Maurice. Il en résulta un conflit de cinquante ans avec la Savoie, protectrice de l'abbaye, qui se termina sous l'évêque Guérin, en 1138, en faveur du siège de Sion.

³ Cf. van Berchem, *Les Relations des évêques de Sion avec l'Empire*, dans *Anzeiger für schweizer. Geschichte*, N. S. T. 7, 1894-1897, p. 49 sqq.

Quant à l'immédiateté impériale, elle se perdit bientôt : vers 1156, Berthold IV de Zähringen reçut, en compensation du « rectorat de Bourgogne », l'avouerie impériale sur les trois diocèses romands (Genève, Lausanne et Sion), avec le droit d'investir des régales (*Advocatia cum investitura Regalium*)⁴. Ceci se passa du temps de l'évêque de Sion Louis, partisan de l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse ; à la diète de cet empereur, tenue à Roncaglia en 1158, nous voyons apparaître l'évêque Louis ou son représentant⁵. Son successeur Amédée fut le premier à recevoir les régales des mains de l'avoué impérial ; mais il prit parti pour le pape⁶.

L'immédiateté reçut une nouvelle atteinte dès 1180 : Humbert III de Maurienne, beau-frère de Berthold IV de Zähringen, obtint le droit d'investir l'évêque de Sion ; fait significatif, cela se produisit au lendemain des premières guerres que se livrèrent le comte de Savoie et l'évêque de Sion Conon (1179)⁷.

Toutefois, Humbert III, ennemi de Frédéric I^{er}, mourut au ban de l'empire et son fils Thomas ne put prétendre à l'investiture des régales. L'empereur Henri VI (1190-1197) déclara, en 1189, qu'il retenait l'Eglise de Sion et ses évêques sous la protection de la couronne, qu'ils appartiendraient pour toujours à l'empire et recevraient les régales des mains de l'empereur en personne. Guillaume II d'Ecublens (1184-1196) dut donc être inféodé par l'empereur. On ignore comment réagit Berthold V de Zähringen. Une chose est certaine : Thomas de Savoie put recouvrer le droit d'investiture. Hoppeler pense que l'évêque Landri du Mont (1206-1237), peut-être allié du comte, résista aux tentatives faites par Berthold V pour récupérer son droit d'investiture. Tel serait alors le sens de la défaite infligée à ce dernier par les Valaisans à Ulrichen, en 1211⁸. Landri, mâté ensuite par la Savoie (1224), ne fut-il pas accusé d'avoir « vendu les régales » au comte⁹ ? Dans un accord de 1224, l'évêque admet qu'il reçoit les régales de la Savoie, qu'il lui doit hommage et plaît de 75 livres mauricoises, ainsi que l'*exercitium* jusqu'au Mont-Joux et jusqu'à l'Eau-Froide. En 1233, Landri et Aimon de Savoie passèrent un accord analogue¹⁰ : l'évêque reconnaissait qu'il recevait les régales de la Savoie, comme ses prédécesseurs. Mais de son côté, le comte de Savoie prêtait

⁴ Gremaud, *Documents relatifs à l'Histoire du Vallais*, dans *Mémoires et documents publiés par la Soc. d'Hist. de la Suisse romande*, t. XIX sqq., No 138.

⁵ *Ibidem*, No 141. — Le pape Alexandre III se plaignit au Chapitre de Sion de ce que ce prélat avait aliéné certains biens de son Eglise (Gremaud, *op. cit.*, No 148). Il intima l'ordre aux évêques de Sion, de jurer *in praesencia cleri et populi*, lors de leur avènement, de ne rien aliéner désormais.

⁶ Hoppeler, *op. cit.*, p. 193.

⁷ *Ibidem*, p. 194.

⁸ *Ibidem*, p. 201 sqq. et Gremaud, *op. cit.*, No 176.

⁹ Gremaud, *op. cit.*, No 1041 et No 241.

¹⁰ Gremaud, *Chartes Sédunoises*, No 49.

hommage au prélat pour Chillon et pour d'autres fiefs qu'il tenait de lui. Telle est l'origine de ces hommages mutuels qui se passaient sur les bords de la Morge de Conthey¹¹ et auxquels nous assistons régulièrement¹². Il est clair que, par son contenu, l'hommage mutuel faisait la part belle au comte de Savoie ; l'égalité n'était que théorique. Et après la mort d'Henri de Rarogne (1243-1271), rares furent les évêques qui ne prirent pas une attitude respectueuse à l'égard de la Savoie.

Boniface de Challant (1290-1308), constructeur du château de Tourbillon, reconnu toutefois qu'il détenait, comme ses prédécesseurs, la régale et la route publique (*regaliam et stratam publicam*) à partir de la Croix d'Ottans, avec le droit de chancellerie et le fief de Mörel, pour lesquels il devait 90 livres de plaît au comte de Savoie. V. van Berchem a relevé dans ces hommages une imitation du système français, étranger au Saint-Empire, où l'investiture était gratuite. L'hommage de 1293 est le premier dont nous possédions un protocole détaillé : on voulait préciser l'extension du terme « régales » qui, au sens étroit, désignait la justice suprême (ban du sang). Van Berchem estime qu'une réaction anti-savoyarde avait dû se produire en Valais peu avant cette date¹³, qu'elle n'émanait point du clergé trop déferent envers la Savoie, mais bien de la noblesse et des communes naissantes. Ces faits ne sont connus que par un vidimus de 1481, dont l'authenticité n'est pas incontestable, mais qui n'a pas pu être inventé de toutes pièces.

Amédée V avait dû réclamer le droit d'exercer les régales dans le Valais épiscopal sur la base d'une cession faite par l'évêque Landri. Boniface de Challant, assisté de Pierre de la Tour, qui agissait en qualité de « procureur des diocésains de Sion », fit entière opposition et déclara que Landri ne pouvait avoir disposé des régales dont il ne détenait que l'usufruit viager : « Les régales ont été données par l'empereur Saint Charlemagne le Grand à Saint Théodule, en faveur de son Eglise », c'était donc à l'empereur de trancher le différend actuel. On fit remarquer que plusieurs seigneurs valaisans relevaient directement de l'empire¹⁴ ; que le comte de Savoie n'avait jamais détenu les régales et que, même si Landri les lui avait cédées, ses sujets s'y étaient opposés. « Les diocésains et le Chapitre tiennent les régales en fief de l'empire, à charge d'une redevance de trois vases de verre et d'un mulet blanc ferré d'argent aux quatre pieds » (redevance dont on ne sait

¹¹ Gremaud, Documents..., *op. cit.*, No 746.

¹² van Berchem, *loc. cit.*, p. 53 sqq.

¹³ *Ibidem*, p. 55 sqq.

¹⁴ Les seigneurs de La Tour y prétendaient au XIV^e siècle et les Valaisans en feront état au XVII^e siècle contre l'évêque. (Cf. *Traduction française des recès de la diète valaisanne*, par Adolphe de Courten, 7 volumes in-fol. manuscrits, aux Archives cantonales du Valais, L 17 à 23, cités : de Courten, IV, p. 54 et 199.)

si elle fut jamais payée, dit van Berchem, et qui revêtait le caractère d'un don gracieux). Enfin, une telle vente eût été simoniacque et n'aurait pu valoir que pour la vie de l'évêque Landri.

L'appel adressé à l'empereur n'eut aucune suite, car un accord intervint : les arbitres laissèrent à l'évêque l'exercice des régales sur un territoire s'étendant jusqu'au Mont-Joux et jusqu'à Ville-neuve : mais ils reconnurent à la Savoie le droit d'investir le prélat. Si ce document est vrai, conclut van Berchem¹⁵, l'immédiateté impériale, cette arme dont se servaient les cantons suisses à la même époque, était invoquée en Valais contre la Savoie et ce, en vertu d'une donation de Charlemagne.

Les hommages mutuels continuèrent¹⁶. Nous noterons que sous l'évêque Aymon II de Châtillon, en 1323, la légende de la donation de Charlemagne fut invoquée, de façon indubitable dans ce document, pour justifier le droit de chancellerie¹⁷. Quant à l'évêque Aymon III de la Tour (1323-1338), il refusa énergiquement l'investiture des régales des mains de la Savoie¹⁸, qui tenait alors essentiellement au contrôle de la route publique. L'affaire traîna jusqu'en 1327, date où notre évêque conclut même des alliances défensives contre la Savoie. L'hommage mutuel fut enfin prêté¹⁹, mais seulement pour la route publique à partir d'Ottans et pour Mörel, sans préjudice des régales. Il n'y fut point question de la terre de Sion ni du droit de chancellerie. En 1330, Aymon III exhiba encore un *vidimus* de l'acte impérial de 1188, garantissant l'immédiateté²⁰. Des transactions s'ensuivirent, dont l'issue n'est pas claire. En tout cas, l'évêque suivant, Philippe de Chamberlhac, ne prit guère la

¹⁵ van Berchem, *loc. cit.*, p. 56 sqq.

¹⁶ Gremaud, *op. cit.*, No 1284.

¹⁷ M. Mangisch (*De la situation et de l'organisation du notariat en Valais sous le régime épiscopal...* Fribourg 1913, p. 68 sqq.) a montré que les notaires impériaux faisaient concurrence au droit de chancellerie que le Chapitre tenait en fief de l'évêque. Le problème se posait de savoir si la donation des régales à l'évêché empêchait l'empereur d'établir directement ses notaires. Naturellement, les communes en pleine émancipation envenimèrent le différend. Le Chapitre en vint à affirmer solennellement la souveraineté de l'évêque à l'égard du seigneur Jean d'Anniviers, dont les usurpations en ce domaine sont célèbres (*ibidem*, p. 82 sqq.) : « L'évêque est prince dans la majeure partie de son évêché, il a le mère et mixte impère, le droit de chancellerie » (Gremaud, *op. cit.*, No 1460). La Caroline fut invoquée à l'appui de ce droit en 1323 (Gremaud, *op. cit.*, No 1468) : « Charlemagne a accordé à l'Eglise le comté et la préfecture du Valais, avec la régalie, l'omnimode juridiction, le double glaive temporel et spirituel... l'évêque jouit directement et indirectement par ses officiers du mère et mixte impère, de l'omnimode juridiction ; il s'ensuit que l'on ne saurait appeler plus loin des sentences temporelles de l'évêque et des prélats, ce qui est notoire en Valais. »

¹⁸ van Berchem, *Guichard Tavel, évêque de Sion...*, dans *Jahrbuch für schweizer. Geschichte*, 1899, T. 14, p. 47 sqq.

¹⁹ Gremaud, *op. cit.*, No 2191.

²⁰ *Ibidem*, No 176.

défense des communes dans leurs démêlés avec la Savoie à propos des régales ²¹.

II. Relâchement des liens avec l'Empire (le Grand Interrègne).

Comme nous l'avons dit à la suite de van Berchem ²², l'Empire ne joua guère qu'un rôle effacé en Valais. Cependant, l'insertion du nom de l'empereur dans les chartes de la chancellerie de Sion prouve que l'on tenait à l'appartenance à l'empire. Quant à l'immédiateté, même l'évêque Henri I de Rarogne n'y croyait plus en 1252 : en concluant une alliance de dix ans avec la ville de Berne, il ne réserva que l'autorité de Rome, de l'archevêque et de la Savoie. Il n'en reste pas moins, nous l'avons vu, que certains évêques ont défendu, avec plus ou moins de succès, la cause de l'immédiateté du Valais. L'immédiateté subsistait en théorie ²³, au XIV^e siècle, mais en fait le Valais subissait le protectorat savoyard : les comtes influençaient les élections épiscopales en agissant sur le Chapitre, ou auprès du pape lorsque celui-ci désignait directement les évêques de Sion. Ainsi, l'affaiblissement de l'Empire, pendant le Grand Interrègne, profitait surtout à la Savoie. On sait que la *Confoederatio cum principibus ecclesiasticis* (1220), puis le *Statutum in favorem principum* (1232), complétés ultérieurement par la « Bulle d'Or » (1356), consacrèrent, dans le Saint-Empire, la souveraineté de fait des princes qui s'étaient émancipés peu à peu et jetaient les bases des Etats modernes. Van Berchem ²⁴ a montré l'indépendance qu'afficha l'évêque de Sion Pierre d'Oron à l'endroit des Habsbourg. Il dut néanmoins s'engager à verser 1500 marcs au roi. En 1249, nous dit encore le même auteur, Henri de Rarogne (1243-1271) avait reconnu pour empereur, à la demande du pape, Guillaume de Hollande ; ce dernier lui décerna (pour la première fois à notre connaissance), le titre de prince, ce qui, au demeurant, n'améliora aucunement sa situation vis-à-vis de la Savoie. En 1299, Albert d'Autriche rétablit la paix entre Boniface de Challant et Pierre de la Tour : le premier fut qualifié de *dilectus Princeps noster* par le roi.

* * *

En 1342, Benoît XII transféra l'évêque Philippe de Chamberlhac de Sion à l'évêché de Nicosie et lui substitua, sans doute sur les instances de la Savoie, un chanoine de Genève, ancien étudiant en

²¹ van Berchem, *G. Tavel, op. cit.*, p. 53.

²² van Berchem, *Les Relations, op. cit.*, p. 54 sqq.

²³ *Ibidem*, p. 58.

²⁴ *Ibidem*, p. 54 sqq.

droit, Guichard Tavel²⁵. Le 22 janvier 1348, Guichard et le comte Amédée V se firent hommage réciproque, sur la base de l'acte de 1308, sans tenir compte des incidents de 1327²⁶. Bien pis, devant la révolte des communes valaisannes, le nouveau prélat fit appel à la Savoie et figura au milieu de l'armée du comte qui marchait contre Sion²⁷. De toutes parts, Tavel fut accusé de trahison : il incita les communes à s'affranchir d'un seul coup de la Savoie, de l'évêque, voire de la noblesse²⁸.

Conches, Brigue et Viège acceptèrent une sorte de protectorat des Waldstätten. Les dizains inférieurs, par contre, n'étaient pas unis à ces cantons par des liens commerciaux ou linguistiques : Loèche parlait encore le français à ce moment. Ces derniers préférèrent donc recourir à l'empereur Charles IV, qui désigna un vicaire impérial pour le Valais, dans la personne de Pierre d'Arberg et un « capitaine des hommes du diocèse » dans la personne de Bourchard *Monachus* (*Mönch*) de Bâle. Van Berchem pense que le médecin de Loèche, Guillaume Perronet, avait intrigué spécialement dans ce but²⁹.

Sans ignorer les droits de l'Eglise, l'empereur fit comme si le peuple des communes valaisannes relevait directement de l'empire, au même titre que les Waldstätten. Vu qu'il ne craignait pas autant la Savoie que les Habsbourg, il reprocha au comte Amédée de s'être livré à des usurpations et à l'évêque Guichard, de n'avoir point reconnu l'Evêché de Sion comme fief impérial³⁰.

Mönch arriva par Loèche : Rarogne, Viège, Naters et Mörel firent aussitôt leur soumission à l'empire³¹. Le document de l'époque nous dit que les hommes du diocèse firent hommage librement (*sponte et de voluntate libera venientes et se offerentes mandatis regiis parituros*). L'empereur reçut sous sa protection les hommes du Valais et les paroisses (Loèche, Rarogne, etc.), non sans con-

²⁵ van Berchem, *G. Tavel, op. cit.*, p. 52 sqq. — Au XIV^e siècle, le pape tend à nommer directement les évêques de Sion. Aymon III seul semble avoir été élu par le Chapitre (*ibidem*, p. 56). A partir de l'élection de Guillaume VI de Rarogne, seulement, en 1437, les communes valaisannes pourront influencer le Chapitre de Sion. L'évêque passa alors de la tutelle savoyarde sous celle des dizains qui, au XVII^e siècle, contesteront aux Chanoines le droit de remettre le glaive à l'évêque.

²⁶ Cf. van Berchem, *Les Relations, op. cit.*, p. 58.

²⁷ van Berchem, *G. Tavel, op. cit.*, p. 144 et Gremaud, *op. cit.*, No 1999 : l'évêque s'intitula même lieutenant du comte, tandis qu'Amédée devenait son bailli (*ballivus pro reverendissimo*).

²⁸ van Berchem, *G. Tavel, op. cit.*, p. 170.

²⁹ *Ibidem*, p. 183.

³⁰ *Ibidem*, p. 187.

³¹ Gremaud, *op. cit.*, No 2022. Au XVII^e siècle, le souvenir du capitaine *Monachus* sera évoqué en Valais : on n'oubliera plus que l'immédiateté a été reconnue au peuple en révolte contre son prince-évêque. L'alliance entre les dizains, en 1355, réservait les droits de l'empereur et de l'Empire (*ibidem*, No 2029).

firmen leurs franchises et en déclarant que nul ne pourrait les aliéner de l'empire ni de l'Eglise de Sion.

Toutefois, Mönch n'accomplit pas grande besogne en Valais. Par nécessité politique, Charles IV se réconcilia avec la Savoie. Pierre d'Arberg trouva néanmoins le loisir de confirmer les droits de chancellerie du Chapitre, si mal vus des communes³². Quant à l'empereur, il conféra à Amédée V l'attribut essentiel du vicariat impérial, en lui reconnaissant le droit de juger en dernier ressort les appels qui émanaient des évêques ou des abbés dépendant de la Savoie et qui s'adressaient au tribunal d'empire³³.

En 1365, Charles IV consumma sa « trahison » en donnant au comte de Savoie le vicariat impérial sur Sion et sur les autres dizains³⁴. Ce fut le pape Urbain VI qui dut intervenir en 1366 pour révoquer ce privilège contraire aux libertés de l'Eglise, ce dont la Savoie, au reste, ne fit aucun cas³⁵.

Les communes, livrées à leurs propres ressources, n'oublieront plus que l'empereur les avait abandonnées au cours des luttes pour leur indépendance : les patriotes valaisans sauront le souligner au XVII^e siècle et parleront d'une libre adhésion à l'empire, voire d'une entière liberté à son égard.

Notons qu'il n'est pas probable que Charles IV ait voulu confirmer la Caroline³⁶. C'est Guichard Tavel qui se prit à l'invoquer contre la Savoie dès 1367³⁷. L'étalage qu'il fit de ses titres de comte et de préfet est emprunté de toute évidence au légendaire de Valère, qui rapporte la prétendue donation de Charlemagne.

* * *

L'empereur Sigismond (1378-1417) mit fin à la crise qui suivit la mort de Charles IV. Quant au Valais, après des luttes violentes contre la Savoie, il parvint à porter Guillaume V de Rarogne sur le siège épiscopal. Nous ignorons comment ce prélat fut investi des régales. Mais en 1415, nous dit van Berchem³⁸, son successeur Guillaume VI de Rarogne les reçut des mains d'Amédée VIII de Savoie. Il faut préciser qu'à cette date le nouvel évêque s'était détourné des dizains et des cantons suisses et que ses sujets s'étaient révoltés contre lui, car l'empereur Sigismond, à la suite de services rendus, avait conféré à Guichard de Rarogne et à ses successeurs, par acte du 13 mars 1414, la souveraineté sur le

³² van Berchem, *G. Tavel, op. cit.*, p. 194.

³³ *Ibidem*, p. 202. — 1356 est la date de la « Bulle d'Or ».

³⁴ Gremaud, *op. cit.*, No 2093 (*vicarius generalis*).

³⁵ van Berchem, *G. Tavel, op. cit.*, p. 245.

³⁶ *Ibidem*, p. 235, note 2.

³⁷ *Ibidem*, p. 246 sqq.

³⁸ van Berchem, *Les Relations, op. cit.*, p. 59.

Valais (*Landeshoheit*). Hauser nous dit qu'il lui avait cédé « *jus temporale, merum et mixtum imperium, gladii potestatem* », ce qui désignait alors le pouvoir comtal en Valais³⁹. La haute juridiction, les droits comtaux tombaient par là aux mains des seigneurs de Rarogne, même si l'évêque n'était plus un membre de cette famille.

Un conflit survenu en 1441 entre l'évêque Guillaume VII de Rarogne et la commune d'*Im Holz* (*Unterbäch*), nous apporte la preuve que ce prélat reconnaissait l'autorité de l'empereur et commençait à l'utiliser contre les empiètements des dizains : « Selon le droit commun, déclara-t-il, il n'est laïc de quelque état, de quelque condition ou prééminence qu'il soit qui, encore que libre et franc, ne dépende au moins de la majesté impériale. L'évêque tient en Valais la place de l'empereur (*in patria sua Vallesii personam imperatoris representat*), comme l'ont fait tous ses prédécesseurs en tant que préfets et comtes. Il s'ensuit que si les gens de la commune d'Unterbäch sont soumis à l'empereur (*alto dominio et mero et mixto imperio imperatorie maiestatis*), ils sont soumis aussi à l'évêque. » Les Valaisans n'osèrent pas contredire de face cette thèse de Guillaume VII de Rarogne⁴⁰.

L'évêque Walther II Supersaxo (1457-1482) suivit la même ligne de conduite : le 6 septembre 1460, il défendit, sous peine d'excommunication, tout renouvellement d'alliance entre les dizains et les Waldstätten⁴¹ auquel il n'aurait point consenti. Il offrit en même temps aux cantons la voie du droit devant l'empereur, le pape ou tout autre juge compétent.

En 1474, il jugea le moment venu de recouvrer le « patrimoine de S. Théodule »⁴². La « milice de S. Théodule » partit à la con-

³⁹ Hauser, *Geschichte der Freiherren von Raron*, dans *Schweizer. Studien zur Geschichtswissenschaft...* T. VIII, 1916, p. 94. Nous manquons de renseignements sur les investitures épiscopales à cette époque.

Von Jan (*Staatsrechtliches Verhältnis der Schweiz zu dem deutschen Reiche... Nürnberg und Altdorf*, 1801-1803, I, p. 115), signale qu'à cette époque le paysan Hans Gruber attaqua le Valais pour déni de justice dans une affaire d'héritage. Les Valaisans furent mis au ban de l'empire, et comme les Confédérés prenaient leur parti, ces derniers subirent le même sort, mais s'adressèrent directement à l'empereur Sigismond : Tschudi affirme que l'affaire traîna jusqu'en 1438.

⁴⁰ Gremaud, *op. cit.*, No 2946 et 2947. Ils avaient reconnu la donation de Charlemagne en 1437 (*ibidem*, No 2889).

⁴¹ BWG, IV, p. 338.

⁴² Gingins-la-Sarraz, *Développement de l'indépendance du Haut-Valais et conquête du Bas-Valais...* dans *Archiv für schweizer. Geschichte...*, Zurich 1844, pp. 136 et 214. « Non ignoratis (dit l'évêque aux dizains) quod *patrimonium S. Theoduli* de facto longo tempore per duces Sabaudie fuit occupatum et detentum, nec enim contenti, se semper ulterius rodere et jura ecclesie sibi usurpare visi sunt ». Comme ses successeurs, Walther II crut à tort que son comté était aussi étendu que son diocèse. Van Berchem a montré (cf. *l'Etendue du comté du Valais...* dans *Anzeiger für schweizer. Geschichte*, 1892, T. 6, p. 363 sqq.) que le comté du Valais s'arrêtait à la Croix d'Ottans (Trient). En

quête du Bas-Valais en 1475. Walther II fit recopier (1477) la légende de Charlemagne et la « confirmation » de 999. La victoire qu'il remporta sur la Savoie eut une conséquence importante pour le Valais : l'immédiateté fut véritablement reconquise, et pour prouver son entière indépendance, Walther II fit battre monnaie pour la première fois ⁴³.

Le *Landrecht* de cet évêque ne dit rien de très précis sur l'autorité suprême de l'empereur ⁴⁴. Le prélat y apparaît comme le successeur de l'empereur, muni du glaive spirituel et temporel. Toutefois, les édits impériaux relatifs aux monnaies sont réservés ⁴⁵ et la formule de serment des vassaux réserve l'empereur, conformément au droit impérial ⁴⁶. Walther II a bien admis que les droits régaliens émanaient de l'empereur : en effet, dans un document des archives de Torrenté ⁴⁷, il affirme que le droit de légitimer les bâtards est réservé à la majesté impériale et aux dévôts du Saint-Empire auxquels l'empereur le commet. Ces déclarations proviennent sans doute de ce que les patriotes usurpaient peu à peu ces droits régaliens au XV^e siècle.

Jodoc de Silenen, successeur de Walther II (1482-1496), fit confectionner une épée d'or pour souligner sa dignité de prince d'empire. Ehrenzeller ⁴⁸ dit que le Chapitre lui remit les insignes de la régale et van Berchem ⁴⁹ dit qu'en 1487, l'empereur Frédéric III lui donna l'investiture.

1623, Hildebrand Jost fit recopier un document de 1476 disant que la donation de Charlemagne comprenait tout le pays jusqu'à Port-Valais (cf. Gremaud, *Documents inédits...*, Archives de Fribourg, T. 17, p. 194 ; cf. encore Gingins-la-Sarraz, *op. cit.*, p. 146, qui donne le testament de cet évêque d'après une analyse d'A. J. de Rivaz, *Opera Historica*, t. III, p. 648 sqq.) Selon ce dernier, Walther II y montre le soin qu'il a pris pour les biens de son siège et recommande de récupérer ce que la Savoie en a distrait jusqu'à Port-Valais et jusqu'à l'Eau-Froide, « recouvrement dont il laisse le souci à la postérité ». — Le texte du testament de Walther II, publié par Mgr Imesch (*BWG*, III, p. 274), ne mentionne point cette clause ; nous ne savons si elle est authentique.

⁴³ Cf. Heusler, *Rechtsquellen des Cantons Wallis...*, Bâle 1890, p. 45, No 19 (vers 1479). — A propos du vidimus de l'acte de 999 et sur l'authenticité de ce dernier, voir van Berchem, *La Donation du comté du Valais à l'évêque Hugue...* dans *Anzeiger für schweizer. Geschichte*, 1891, T. 6, p. 241 sqq.

⁴⁴ Liebeskind, *Bischof Walthers II Auf der Flüe Landrecht...*, Leipzig, 1930, p. 20.

⁴⁵ *Ibidem*, pp. 21 et 77, de monetis.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 42.

⁴⁷ Archives cantonales du Valais, AT, L, collectanea, volume 13, No 46. André de Gualdo, en 1426, invoqua la Caroline dans le même sens (Gremaud, *op. cit.*, No 2765), ainsi que Guillaume VI de Rarogne, en 1439 (*ibidem*, No 2910).

⁴⁸ Ehrenzeller, *Die Feldzüge der Walliser und Eidgenossen ins Eschental...*, dans *Schweizer. Studien zur Geschichtswissenschaft*, T. V, 1912, p. 44.

⁴⁹ van Berchem, *Les Relations*, *op. cit.*, p. 59.

III. Le Valais s'émancipe en fait de l'Empire (guerres de Souabe).

Van Berchem⁵⁰ signale que l'empereur Maximilien, par acte du 15 octobre 1503, à Ymbst, concéda au duc Philibert le Beau le vicariat impérial sur l'évêché de Sion. Il est évident qu'à cette époque une telle décision ne pouvait plus avoir aucune valeur à l'égard des dizains et de leurs conquêtes. En 1499, 800 Valaisans au moins avaient participé aux guerres de Souabe, aux côtés des Confédérés. Sous le bref épiscopat de Nicolas Schiner, la diète valaisanne avait décidé d'y envoyer 700 hommes aux frais du Bas-Valais⁵¹. Et Büchi⁵² affirme que depuis 1499, date de la paix de Bâle, l'évêque de Sion ne paya plus aucune contribution à l'Empire, qu'il ne signa plus les recès de la diète des Etats allemands, mais qu'il conserva le titre de prince d'Empire.

Il est certain que les dizains manifestèrent leur hostilité à Maximilien, allié de Mathieu Schiner, en refusant de traiter avec l'Empire et en se rapprochant de la France⁵³. Schiner assista à la diète de Constance, en 1507, en qualité de nonce apostolique et le Valais, de son côté, fut inclu dans l'alliance française *ad ratam unius cantoni*, comme un canton suisse⁵⁴. Tout naturellement, Schiner en vint aussi à s'appuyer sur l'empire pour se défendre contre ses compatriotes. Il soutint qu'il était prince effectivement, puisque l'on portait le glaive devant lui, et que de l'Empire procédaient toutes les libertés de l'Eglise et du pays du Valais⁵⁵. Schiner dénia aux Confédérés le droit d'intervenir comme arbitres dans ses démêlés avec les Valaisans : il ne reconnaissait d'autre supérieur que le pape et l'empereur. Lors de l'entrevue de Lucerne, il fit sonner très haut ses titres de Cardinal et de prince d'Empire⁵⁶. Il finit néanmoins par admettre un arbitrage fédéral, limité au domaine temporel. Et en établissant sa liste de droits régaliens, il eut soin de mettre en tête le titre de prince d'Empire⁵⁷.

⁵⁰ van Berchem, *Les Relations*, op. cit., p. 59. En 1613, les patriotes valaisans font mention de ce vicariat perpétuel à propos de Monthey (Grenat, *Histoire Moderne du Valais...*, Genève 1904 (cité : Grenat...) p. 178).

⁵¹ Mgr Imesch, *BWG*, II, p. 297.

⁵² A. Büchi, *Kardinal Matthäus Schiner...*, T. I, Zurich 1923, p. 8.

⁵³ *Ibidem*, p. 80.

⁵⁴ D. Imesch, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500...* T. I, 1500-1519, Brigue 1916, pp. 132 et 140.

⁵⁵ *Ibidem*, pp. 592 et 778.

⁵⁶ Büchi, op. cit., T. II, 1937, p. 163.

⁵⁷ D. Imesch, dans *Revue d'Histoire ecclésiastique suisse*, X, (1916), p. 161 sqq., et cf. *die Walliser Landrats-Abschiede*, op. cit., p. 671 sqq. — Son Landrecht (Heusler, *Rechtsquellen*, op. cit., p. 201 sqq.) ne contredit pas sa thèse quand il dit que l'évêque ne reconnaît aucun supérieur : en matière de juridiction, en effet, l'évêque était maître chez soi, bien que vassal de l'empereur selon le droit public.

En janvier 1518, Schiner obtint que Supersaxo, excommunié au préalable, fût encore mis au ban de l'Empire⁵⁸. Charles-Quint, monté sur le trône en 1519, maintint cette sanction. Les Suisses ne prêtèrent pas leur concours à l'exécution de ces bans. Les Valaisans réclamèrent plutôt l'expulsion de Schiner du territoire helvétique, protestèrent contre le ban impérial, soutinrent qu'ils étaient devenus un membre de la Confédération et que la paix de Bâle les avait libérés définitivement des bans impériaux⁵⁹. Mais à la diète d'Augsbourg, Schiner gagna l'appui des princes et de l'empereur ; ceux-ci intervinrent à Rome et auprès des cantons. L'empereur soutint que le ban n'était pas incompatible avec la paix de Bâle ni avec les libertés du Valais, qui demeurait soumis à l'empire et dont l'évêque était le prince naturel et légitime. Les Suisses répliquèrent que le ban impérial était tombé en désuétude chez eux et que la paix de Bâle confirmait leur thèse. Les objections de l'empereur furent considérées comme douteuses et prises *ad referendum*.

Comme l'a dit van Berchem⁶⁰, ce n'était plus contre la Savoie, mais contre ses propres sujets que l'évêque devait invoquer l'autorité impériale. C'est bien contre les dizains que fut dirigée la confirmation de la Caroline par Charles-Quint, en 1521. Schiner, déclare cet auteur, était alors en exil et fit entendre à l'empereur que les adversaires de l'Eglise avaient dérobé à celle-ci non seulement ses biens et sa juridiction, mais encore les chartes et les privilèges qui lui avaient été concédés par Charlemagne et par d'autres empereurs⁶¹. La même année, nous apprend von Jan⁶², Charles-Quint réorganisa les tribunaux d'empire. Les dix anciens membres de la Confédération ne furent attribués à aucun cercle, il n'en alla pas de même de la ville de Bâle et des évêchés romands (du Valais, entre autres), qui furent attribués au cercle du Haut-Rhin. Lors de la célèbre diète de Worms, toujours en 1521, Charles-Quint confirma les privilèges de la Confédération ; tous les cantons suisses, de même que les Grisons et le Valais jurèrent fidélité et obéissance ; ceux qui ne purent établir leur exemption de l'empire furent immatriculés... Sion en Valais fut attribué au cercle rhénan...⁶³.

On voit par là que la situation des alliés des cantons par rapport au Saint-Empire restait fort peu claire après les guerres de Souabe. Seuls les dix cantons jouissaient d'une véritable « exemption ». Von Jan soutient que les prélats helvétiques et notamment l'évêque

⁵⁸ Büchi, *op. cit.* II, p. 219.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 230 sqq.

⁶⁰ van Berchem, *Les Relations*, *op. cit.*, p. 59.

⁶¹ van Berchem, *La Donation*, *op. cit.*, p. 242.

⁶² von Jan, *op. cit.*, I. p. 144 sqq.

⁶³ *Ibidem*. « Universi ordines Helvetiorum una pariter cum Rhaetis, Curiensibus et Vallesianis fidem et oboedientiam praestiterunt... in matriculam Imperii, sub dicto censu relati sunt... in circulo Rhenano... Sedunensis in Valesia. »

du Valais, fréquentèrent assidûment (*anhaltend*) la diète d'empire pendant la première moitié du XVI^e siècle. Et même, dit-il, en 1544, l'évêque de Sion (Adrien I de Riedmatten), qui n'avait pas pu paraître en personne au *Reichstag*, obtint de la cour impériale une assurance écrite disant que son abstention ne porterait aucun préjudice à ses droits souverains (*Hoheitsrechte*) ni à ses droits de membre de l'empire (*reichständische Rechte*)⁶⁴.

M. Possa signale qu'en 1551, l'évêque Jean Jordan n'avait pas pris garde à la convocation de Jules III ni à celle de l'empereur qui l'invitaient à participer au Concile de Trente. Charles-Quint finit par menacer le prélat de la perte de ses droits régaliens. C'est alors seulement que ce dernier y envoya l'Abbé Jean Miles ou Ritter. On sait que le pays ne fit rien pour mettre en vigueur les décrets du Concile⁶⁵. Grenat écrit encore⁶⁶ que Charles-Quint demanda à l'évêque un subside destiné à relever les remparts de Magdebourg, mais que la Diète du Valais refusa cette prétention inouïe. Nous ne doutons pas que l'empereur Ferdinand I aura obtenu le même succès lorsqu'il réclama, au moyen d'une circulaire imprimée adressée à l'évêque, des secours pour combattre le prince de Moscovie⁶⁷.

M. Liebeskind⁶⁸ a relevé que l'évêque Hildebrand de Riedmatten (1565-1604) n'osait pas se rendre aux diètes impériales sans demander l'autorisation des dizains. Van Berchem, citant Ficker, assure que l'évêque de Sion fut présent à la diète impériale de 1577⁶⁹ et D. Imesch⁷⁰ dit que son neveu, le futur évêque Adrien II de Riedmatten, le remplaça aux diètes de 1582 et 1594. D'autre part, von Jan⁷¹ garantit que le Valais figura pendant tout le XVI^e siècle sur les matricules de l'Empire et de ses tribunaux. Il précise qu'en 1594, l'évêque de Sion ou du Valais pria le *Reichstag*, au moyen d'un représentant, de modérer sa taxe d'immatriculation. Il s'était plaint constamment de sa taxe et, comme il n'en avait obtenu aucune atténuation, il s'était refusé à la payer davantage. Il serait difficile, expliquait-il sans ambages (*rotunde*) de le ramener à l'empire après qu'il s'était appuyé si longtemps sur les Confédérés. Un rapport fiscal prouve qu'il dut écrire ces paroles, en 1602, au cercle rhénan. Hildebrand de Riedmatten aurait encore envoyé une lettre à sa Majesté l'empereur le 11 octobre 1602, après

⁶⁴ *Ibidem*, I, p. 199. — Cf. *ABS*, tiroirs 92-94, No 161, p. 1 : Carolus V. Adrianum primum ob senectutem per diploma excusatum habuit.

⁶⁵ *BWG*, IX, p. 205 sqq.

⁶⁶ Grenat, pp. 56 et 58.

⁶⁷ *ABS*, tiroir 8, No 35, le 23 janvier 1561.

⁶⁸ W. A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis...*, Leipzig 1928, p. 9.

⁶⁹ van Berchem, *La Donation*, op. cit., p. 59.

⁷⁰ *Dictionnaire historique et géographique de la Suisse*, Neuchâtel 1921-1933, article *Adrien de Riedmatten*.

⁷¹ von Jan, op. cit., I, p. 201.

une décision de la diète d'empire ; il s'y serait reconnu Etat d'empire (*Reichsstand*) et aurait même offert de verser des contributions selon ses moyens.

Ce dernier fait doit se rattacher étroitement aux luttes diplomatiques qui se livrèrent, entre 1600 et 1603 dans la vallée du Rhône : la France et les cantons protestants visaient à faire rompre les relations du Valais avec Philippe III d'Espagne... Fribourg, Lucerne et les petits cantons invoquèrent, nous dit Rott ⁷², en faveur des catholiques du Valais, l'appui de la cour d'Innsbruck, de Madrid et de Turin. Il nous paraît évident que Hildebrand de Riedmatten, ou plutôt son neveu, qui dirigeait la réaction catholique, tenta de se rapprocher de l'empire, comme Mathieu Schiner, pour tenir tête aux éléments, protestants cette fois, qui parlaient de déposséder l'évêque de son pouvoir spirituel et temporel.

Hidber ⁷³ a publié une lettre du banneret de Loèche Barthélemy Allet, datée de 1614, qui reproche à Adrien II de Riedmatten d'avoir fait état, dans ses démêlés avec les « patriotes » de lettres et donation de Charlemagne à S. Théodule et à l'Eglise de Sion... « les députés l'entendirent avec chagrin, car on ne parlait plus de ces titres depuis longtemps. La Caroline est un monstre (*misgeburt*), une invention des curés et des Jésuites. Dans toutes les diètes, cet évêque a voulu s'en servir à tort et à travers pour opprimer nos libertés » ⁷⁴.

Les recès nous montrent qu'en 1603, l'évêque invoqua la Caroline. Il se plaignait des innovations des protestants, si contraires à l'ancienne foi catholique et « à la charge princière et épiscopale, que (l'évêque) tient de Dieu et de la Patrie, à sa personne, à son autorité et à son pouvoir, à cette charge qui, selon témoignages certains, dure quant à la dignité et à l'exercice dans le spirituel, comme d'évêque, depuis près de 1200 ans, quant à la prélature princière, spirituelle et temporelle, gouvernement et administration, depuis l'empereur Charlemagne et S. Théodule, tous deux patrons de notre pays, soit depuis 800 ans, et a été transmise sans interruption jusqu'à sa personne » pour le bien de la patrie... « la régalie princière (*fürstliche Regaley*), la préfecture et le comté, la prélature (*comitatus oder Grafschaft, als ouch prelatour*), ainsi que les privilèges et franchises du vénérable Chapitre sont venus de l'empereur (*seügen keyserlich kommen*)... sont munis du sceau impérial, comme on peut l'exhiber... » ⁷⁵.

⁷² Rott E., *Histoire de la Représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés...*, Berne, T. II, p. 509 sqq. et p. 532.

⁷³ Hidber, *Kampf der Walliser gegen ihre Bischöfe...*, Berne, 1875, annexe.

⁷⁴ En 1618, les patriotes répétaient que les Jésuites avaient réveillé la Caroline (cf. Grenat, p. 212) ; en 1640 encore c'est à Adrien II de Riedmatten que l'on fera grief d'avoir réveillé la Caroline (cf. de Courten, IV, p. 596).

⁷⁵ de Courten, III, p. 147 sqq. Cf. Grenat, p. 127 sqq. et S. Grüter, *Der Anteil der katholischen und protestanten Orte der Eidgenossenschaft an den religiösen Kämpfen im Wallis während der Jahre 1600-1613*, Stans, 1899, p. 70.

En 1609, Adrien II demanda à nouveau des mesures sévères contre le protestantisme, faute de quoi « il se verrait dans le cas de porter plainte de cet état de chose et de ces difficultés au Saint-Siège de Rome, soit à sa Sainteté le pape (pour lui offrir sa démission) et d'en informer l'empereur des Romains, duquel relève la principauté... nous devrions informer de ces empêchements le Saint-Siège de Rome, dont dépend notre dignité épiscopale (*Bischoffliche Hochwürde*) et l'empereur des Romains dont dépend notre prééminence princière (*Fürstentumb und Fürstliche preeminenz*).⁷⁶ ».

Comment ce discours fut agréé des patriotes hérétiques de Sion, on peut s'en faire une idée en lisant ces mots, dans la marge de l'abscheid original des archives de la bourgeoisie de Sion, en regard du texte : « *N. B. dz uns der Bischoff dem Bapst und Keyser will underjochen.* » A la diète de décembre 1612, le Bailli et les députés diront⁷⁷ : « Si l'on devait exécuter les sentences de Rome, on se départirait des libertés obtenues par nos princes d'heureuse mémoire, à savoir par sa Grandeur Nicolas Schiner, qui obtint la bulle d'or pour sa vie durant et par sa Grandeur Mathieu Schiner de même et ensuite à perpétuité par le dit... par lesquelles bulles notre pays a été libéré de tous tribunaux étrangers et investi de franchises et privilèges du Saint-Empire romain et pays allemands. »

En 1609 encore, Adrien II s'adressa à la ville de Sion à propos des régales, privilèges et immunités de l'évêché⁷⁸. Il affirma : 1) que les prérogatives épiscopales et princières, l'autorité spirituelle et temporelle, la juridiction ecclésiastique et laïque, le for ecclésiastique ordinaire venaient de l'empereur, en vertu de la Caroline, des libertés et immunités conférées à S. Théodule, prince d'empire, le tout sans atteinte aux privilèges des deux ordres (ecclésiastique et laïc) (*beyder unser Ständen*). 2) Que le diocèse de Sion et la principauté sont membres du Saint-Empire (*der heiligen rhömischen Kirchen und Kryses matriculares ein member und glydt*) et de l'Eglise romaine. L'évêque exige que tous les droits régaliens, appelés domaine de la couronne, et que l'usage de ces biens, surtout les mines (*mineralia*), lui soient laissés sans empêchement, etc.

On le voit : Adrien II tenait à rafraîchir, dans la mémoire de ses compatriotes, l'idée que l'évêque était prince du Valais, soumis à l'empereur comme au pape. Déjà dans le mandement par lequel Hildebrand de Riedmatten nommait son neveu Adrien vicaire général, nous trouvons l'entête : *Praefect und Graff in Wallis, auch ein Fürst des Heiligen römischen Rychs*⁷⁹. Et lorsque Adrien

⁷⁶ de Courten, III, p. 338.

⁷⁷ *Ibidem*, p. 409. Allusion à la dissolution du lien métropolitain (cf. Büchi, *op. cit.*, I, p. 269 sqq.).

⁷⁸ *ABS*, tiroirs 92-94, No 95.

⁷⁹ de Courten, III, p. 175 ; *ABS*, recès de 1600-1605, pp. 562 et 572.

fut élu évêque, le recès précise que « le glaive impérial et séculier lui a été remis comme à un prince d'empire ⁸⁰ ».

On pourrait penser que les protestants, en Valais, allaient réfuter ces arguments et afficher une complète indépendance à l'égard du Saint-Empire et de Rome. Il n'en est rien : s'ils l'ont fait pour Rome, ils ont au contraire pris un ton dévot à l'endroit de l'empereur, imitant de près, en cela, l'attitude des villes évangéliques suisses dont parle von Jan pour l'année 1546 ⁸¹. En 1579, en effet, nous entendons la ville de Sion expliquer, à la diète du 18 août, pourquoi elle avait fermé ses portes au légat du pape : « Certes, notre évêque a reçu sa confirmation du Saint-Siège et lui doit obéissance. Mais il ne s'ensuit pas que le pape exerce la haute et basse juridiction dans ce pays, ni l'autorité disciplinaire sur les ecclésiastiques ou sur les laïques. Notre vénéré prince reçoit la principauté, les régales et l'épée temporelle dans ce pays, avec toutes ses libertés, non pas du Saint-Siège, mais seulement de sa Majesté impériale, et c'est en son nom qu'il les détient ⁸². Et les Sédunois d'ajouter qu'ils ont bien fait de défendre les libertés conquises par les ancêtres au prix de leur sang : les droits et libertés du diocèse, de la mense épiscopale, du Chapitre et du Pays entier... émanent de l'empereur ».

Le recès du juillet 1603 nous donne la clef de l'attitude si respectueuse des Réformés envers l'empereur : les protestants de Sion et d'autres lieux vinrent réclamer à la diète un peu de tolérance ⁸³ : « Ils pensent avoir un droit manifeste de pratiquer une religion chrétienne, étant sous un prince, non héréditaire, mais élu librement, attachés aussi au Saint-Empire romain comme libres patriotes, auxquels et à leurs pareils Charles V en 1555 à Augsbourg et le roi Ferdinand en 1557 à Ratisbonne ont accordé, en diètes d'empire de tous les états du dit dument assemblés (*rychsständen*) et où, par conséquent aussi sa Grandeur, au nom de l'Etat du Valais, liberté entière et publique d'exercer la foi chrétienne, catholique romaine ou évangélique ⁸⁴. Ils continuèrent ainsi :

⁸⁰ de Courten, III, p. 220 sqq.

⁸¹ von Jan, *op. cit.*, T. I, p. 172.

⁸² *ABS*, 204/7, p. 437 sqq. — « ... *das unser gnediger Herr ein Fürstenthumb, die Regali, das weltliche schwert samt anderen Fryhaiten in diser Landschafft nit von Stuel von Rom sunders allein von keyserlichen Mayestet har in hept und besitze.* »

⁸³ de Courten, III, p. 154.

⁸⁴ Le 18 mars 1603, la compagnie des Pasteurs de Genève, dans une lettre adressée aux « frères du Valey », écrivait ainsi : « ... Nous avons grande occasion de louer notre bon Dieu et père de sa sainte affection et très louable résolution qu'il vous a donnée de ne demeurer sans l'exercice de sa vraye religion laquelle il vous a donnée par sa grâce la cognoissance, et que vous prétendez d'user du droit que vous avez de ce faire par les arrests impériaux, etc. » (Bibliothèque publique et universitaire de Genève, Ms. Inv. 418, p. 33 sqq.).

Un texte analogue à celui que nous citons se trouve aux *ABS*, tiroir 71,

« Les libertés de la Confédération générale les affranchissent aussi bien de ces entraves, le Valais n'étant pas plus asservi (*nicht tüeffer verknüchtschaffet*) que les autres Confédérés de Glaris, Appenzell, St-Gall, Grisons, auxquels comme patriotes libérés, ainsi que nous par les rois et empereurs, l'exercice des deux religions est libre en vertu des droits impériaux et fédéraux, prononcés il y a quelque temps sur les lieux-mêmes, par vote aussi de sa Grandeur et de notre état, qu'ainsi même cause doit entraîner même jugement. »

Ces tirades montrent bien pourquoi les protestants du Valais voulaient maintenir le lien qui réunissait le Saint-Empire au Valais : ils espéraient alors bénéficier de la paix d'Augsbourg de 1555. En 1618 encore, l'évêque Jost craignait toujours que les patriotes ne missent en vigueur l'Intérim contre la religion catholique⁸⁵.

IV. Lutttes pour l'abolition de la « Caroline » (1613-1633).

La thèse protestante que nous venons d'exposer se retrouve très visiblement dans le mémoire du 19 février 1613, que Grenat reproduit à la page 178, en le qualifiant de peu respectueux pour l'évêque Adrien II⁸⁶. Mais à partir de ce moment, les dizains du Valais se mirent à rejeter la Caroline comme une fable.

Les patriotes rappellent à leur pasteur que l'évêché n'appartient point au pape, qui n'a guère défendu le pays contre ses ennemis et qu'il n'appartient pas à l'empereur, pour les mêmes raisons. Toutefois, la préférence est encore accordée à l'empereur ; notre texte allemand s'exprime ainsi : « *Es ist ouch unser Fürst und Herr ein Prelat des Stuels von Rom, aber doch nicht hierumb ein praefect und graff in Wallis : dan die praefectur und graffschafft dem Keyserthumb undt vom Reyche dependieren thunt.* » C'est exactement la thèse protestante de 1579. Toutefois, on déclare⁸⁷ : « Plus que l'empereur, le pays a le droit de donner ou de refuser la préfecture à l'évêque de Sion, car c'est lui et non l'empereur qui l'a donnée à la mense de Sion (*welche graffschafft und*

No 31. L'idée est toujours que les protestants sont libres patriotes, sous un prince librement élu et attachés à l'empire (... *dass sy nicht under einem erblichen, sondern von freyer wahl erwölten fürsten des H. römischen rychs verwandten und mitgenossen, als frye Landleüt.*...).

⁸⁵ Grenat, p. 217 : il s'agit sans doute de l'Intérim de 1548, qui fut suivi de la paix d'Augsbourg, accords boiteux qui subsistèrent tant bien que mal jusqu'à la guerre de Trente Ans (1618-1648).

⁸⁶ Grenat a lu ce mémoire aux archives de Valère. Nous le contrôlons au moyen d'une copie en allemand, qui se trouve aux archives de l'Etat (AV, L. 141, p. 231 sqq. : *der Buch von allerley geschehen Vallis. geschichte abgeschrieben von wir Antonio Pfaffen von Bryg, 1690*).

⁸⁷ Grenat, p. 179.

praefectur ein Landtschafft und nit der Keyser oder das Reych dem Tisch von Sitten zugestellt und zueignet hatt). Nous savons que l'évêque de Sion a toujours été et qu'il est encore prince du Saint-Empire ; mais pour cela, il n'est ni préfet ni comte du Valais ; la préfecture et le comté dépendaient autrefois des empereurs, et maintenant de l'Etat... car les empereurs nous ont abandonnés pendant les longues guerres que le pays a soutenues pour conserver sa liberté. »

La thèse peut se résumer ainsi : les régales viennent de l'empereur et non du Saint-Siège. Néanmoins, le Valais est régi par un prince électif et non héréditaire : l'évêque n'est donc pas propriétaire du Valais. C'est le pays qui l'élit, c'est donc le pays qui lui confère le comté et la préfecture et ce, depuis que l'empereur a abandonné le pays à son sort. Toutefois, le Valais (le parti protestant surtout !) conservera un lien volontaire avec l'empire.

Quand donc l'empereur a-t-il abandonné le Valais ? Le mémoire soutient que ni le pape, ni l'empereur, ni l'empire n'ont défendu le pays contre les attaques de Berthold de Zähringen en 1211, lorsque ce dernier, qui avait reçu de Frédéric Barberousse l'avouerie (*Kastvogty*) sur les trois évêchés romands, entendit dominer l'évêché de Sion (*weder der Keyser, noch das Rych und Bapst einer Landtschafft kein Hilfft und bystandt nit erzielt handt*). Pendant que les Confédérés luttèrent pour leur liberté, le comte de Savoie visait à s'approprier (*patrimonium*) le Valais : il y eut deux siècles de luttes en passant par la bataille de Viège (1388) et par la bataille de la Planta (1475). Enfin en 1419, les patriotes se sont battus contre Berne qui appuyait l'évêque contre eux. On voit qu'en bien des luttes ni le pape, ni l'empereur, ni même les évêques n'ont aidé le pays, mais l'ont plutôt trahi (*sondern vielmehr die Bischöffe wider ein Landschafft conspiriert und widersetzt*).

Pour les conquêtes du Bas-Valais, les dizains soutiennent, en substance, qu'ils les ont remises à l'évêché après les avoir arrachées au vicaire impérial, le duc de Savoie.

Puis, les patriotes s'en prennent directement à la « Caroline »⁸⁸, « avec laquelle on veut subjuguer le pays et le rendre sujet (*subjugieren und underthennig machen*)... S. Théodule n'a pas vécu au temps de Charlemagne et n'a jamais existé (*auch nit in wesen gsin ist*). Charlemagne n'a pu donner à ce Saint l'évêché avec tout le pouvoir temporel (*Herrlichkeit und regierung*), car Théodule a vécu au temps de Sigismond, roi de Bourgogne (vers 540), 250 ans avant Charlemagne, lors de la fondation de l'abbaye de St-Maurice ». Puis ils soutiennent qu'en 1014, Rodolphe était redevenu roi de Bourgogne, avec droit d'avouerie en Valais, époque où l'abbaye d'Agaune était en pleine décadence. La reine Hermene-

⁸⁸ *Ibidem*, p. 180 sqq.

gundis, Berthold et Rodolphe firent comte Hugo, évêque de Sion (allusion à la donation de 999.?). Les Valaisans se disent en mesure d'établir l'inexistence de la donation faite par Charlemagne ; que même, à supposer qu'elle eût existé, on ne peut établir qu'elle ait été observée. Ainsi, après cet empereur, le comté n'appartint pas aux évêques, car en 1169, l'empereur Frédéric en disposa en faveur des Zähringen, ce qui entraîna la bataille d'Ulrichen en 1211. Du reste, Charlemagne avait donné la seigneurie et le gouvernement d'Utrecht à l'évêque de ce lieu et l'on sait ce que cela a coûté de sang ; en 1435, Philippe, duc de Bourgogne, s'est emparé de tous les Pays-Bas (*das gantze Hollandt*) et le motif de ces luttes ne fut point la religion. De même, Charlemagne a régné sur la France, l'Allemagne et l'Italie mais ces peuples ne sont plus sous la domination de l'empereur⁸⁹.

Il est curieux de savoir comment les patriotes du XVII^e siècle ont envisagé les confirmations de Charles IV en 1365, et de Charles-Quint en 1521. La réponse est simple : Charles IV ne pouvait disposer de ce qui ne lui appartenait plus : entre temps, les patriotes s'étaient libérés, le comté et la préfecture avaient passé dans leurs mains. Selon la version allemande, les Valaisans montrent que Charles IV achetait les voix des princes-électeurs, donnait force diplômes pour un peu d'argent : « *Hatt auch niemandt versagt, so er geldt bracht, brieff und sigell zu geben, was er glüch billich oder unbillich.* » De plus, entre Charlemagne et Charles IV,

⁸⁹ Les patriotes ont puisé sans doute dans Stumpf (*Gemeiner... Eidgenossenschaft... beschreibung*, Froschow, Zurich, MDLXXXVI), au livre XI, chapitre XIII, les arguments historiques prouvant que S. Théodule n'avait pas vécu du temps de Charlemagne, et qu'il avait assisté à la fondation de St-Maurice du temps du roi Sigismond. Cet auteur conclut : « *Dorumb irren die weyt, die da schreiben und fürgeben das S. Theodulus zu Karoli des Grossen Zeyt erst geläbt, und die beherrschung des Lands zu Wallis mit schwerdt empfangen habe : dass er hat bey 250 jahren vor Carolo geläbt.* » Pour lui, il n'y eut pas de Theodorus du temps de Charlemagne. Toutefois, il se peut que Charlemagne ait donné quelque seigneurie au diocèse de Sion comme à tant d'autres (*mit ettwas herliggkeit befreyet und begaabet*), en faveur de S. Théodule, premier évêque, mort depuis longtemps, et canonisé en Valais. — Quant à Simler (*Vallesie et Alpium descriptio...*, dédiée à l'évêque Hildebrand de Riedmatten, 1574), il suivait assez exactement Stumpf (livre II), tout en admettant que, parmi les libéralités faites par Charlemagne à l'Eglise de Sion, on pouvait bien trouver la préfecture, que Frédéric Barberousse donna ensuite à Berthold de Zähringen en échange du royaume d'Arles. — Nous savons qu'il n'était pas dans les habitudes de Charlemagne de conférer des comtés aux évêques.

Stumpf et Simler, bien que les Valaisans ne les citent jamais expressément (peut-être parce qu'ils étaient protestants), devaient passer aux yeux de nos patriotes pour la science historique incarnée. On sait que J. Simler eut, à Zurich, des élèves valaisans (Jean et Nicolas Jordan, fils de l'évêque Jordan : cf. Possa, *BWG*, IX, p. 111 ; Nicolas Wolff, Pierre et Théodore Kalbermatter : cf. Meyer von Knonau, dans *Anzeiger für schweizer. Geschichte*, IV, p. 367 sqq.). Une chose est claire : aux yeux des intellectuels évangéliques, le pouvoir temporel de l'évêque reposait sur une fable, et contredisait la vérité scientifique. D'où leur acharnement contre la Caroline.

le Valais avait cessé d'appartenir aux évêques (*sic*) et Frédéric en avait disposé en 1169. La même argumentation est employée pour démolir la confirmation de Charles-Quint. Conclusion : pourrait-on bien demander aux cantons confédérés, après 600 ans, de se remettre sous la dépendance autrichienne ? Qu'on laisse donc le Valais libre !

* * *

Les Magnifiques Seigneurs Patriotes n'avaient pas dû se convaincre parfaitement eux-mêmes de leurs arguments, car ils jugèrent plus prudent de mettre la main sur les « Carolines ». L'occasion s'en présenta en octobre 1613, à la mort d'Adrien II de Riedmatten. Les Chanoines de Sion, nous dit Grenat⁹⁰, avaient laissé, par une coupable insouciance, tous les titres et documents concernant les prérogatives de l'évêché, aux héritiers de l'évêque. Les Hauts magistrats, probablement instigateurs secrets de cette négligence, se chargèrent de réparer cet oubli et emportèrent tous les parchemins qui tombèrent sous leur main. Ils firent mieux : ils arrachèrent aux chanoines cette déclaration : « Nous nous sommes dépossédés des titres carolins et les avons remis aux sept dizains, promettant sur notre dignité de prêtres, si d'autres titres semblables se découvraient encore, de les livrer aussitôt au Pays. »

On imposa une « capitulation électorale » au nouvel évêque Jost. Le troisième article était ainsi conçu⁹¹ : « Item, que ny le V. Chapitre, ny aussi les euesques de Syon ne doibuent à ladvenir iamais plus se servir et garantir en contre le pays de Valley de la Carolina (... *Capittel oder die künftigen Byschoffen zu ewigen zütten gegendt eine fromen Landtschaft Wallis nitt solle noch wolle gebruchen des Inhalts der Carolina*), ainsi appelée laquelle debuoit estre baillée à Evesque S. Théodule par l'Empereur Charle le Grand (les recès ajoutent : puis confirmée à Hugon évêque de Sion par le roi Rodolphe selon expédition (*transumpt*) et copie dressée plus tard sur demande de Cardinal M. Schiner, confirmée par Charles-Quint, empereur romain, à Worms, le dernier de février 1521), mais qu'elle soit totalement abolie et retranchée sans préjudice aux privilèges, franchises, coutumes et statuts (les recès ajoutent : *gerichtbarkeiten und hohen Herrligkeit*) ; et en signe de l'abolition et cancellation d'icelle Caroline (qui était jusqu'à présent sans valeur : *welche biss hinhar nütt gegolten*), sera d'ores en auant permis à Monseigneur le Baillif, comme tenant la Haute et suprême justice (*als representierende die Hoche Herrligkeit, Höchsten Gwalt*), de remettre par les mains au nouveau Evesque et prince l'espée (*Schwerdt*) et les clefs du chasteau de la Mayorie

⁹⁰ Grenat, p. 195. Les chanoines ont prétendu s'y être opposés. (*Ibidem*, p. 194 sqq.)

⁹¹ Texte français : AV, L 1 V 2 et de Courten, III, p. 427 sqq.

(comme celui qui présidait jusqu'à l'élection : *als der bis uff die erwehlung presidiert hatt*)... »

Le clergé a commenté plus tard cet article⁹² : Il s'agit, dit-il, des diplômes carolins et autres, qui ont été enlevés aux archives épiscopales en 1613, et qui mettaient l'évêque en possession des droits régaliens depuis l'an 800, faits qui peuvent être établis au moins depuis l'an 1200 (port du glaive, etc.). C'est en vertu de ces titres que l'évêque a encore aujourd'hui ses juges, ses officiers, ses ministres, ses vassaux, ses feudataires, qui exercent l'omni-mode juridiction et le pouvoir souverain (*regiam potestatem*). Et nos « hystriens » déclarent nuls ces droits, les considèrent comme des inventions, des innovations ; et ils demandent justement que nous les en investissions pour mieux les fouler aux pieds par cet article, en disant que le Bailli... etc.

Un acte spécial de renonciation à la Caroline fut encore dressé : les quatre dignitaires du Chapitre, puis l'évêque Jost durent y apposer leur sceau. Grenat l'a traduit tout au long⁹³. On y révoque la fable de la donation de Charlemagne, confirmée par le roi Rodolphe en 999, par Charles-Quint en 1521, titres qui, au reste, ont été sans valeur jusqu'à ce jour. Le Chapitre reconnaît la thèse de libération des patriotes, qui, à leur tour, garantissaient les droits de l'Eglise, à l'exception de la Caroline et du « Haut Domaine, qu'à teneur des statuts du pays on laisse aux seigneurs patriotes ».

C'était dire que l'évêque n'était pas seigneur suprême, ni propriétaire des droits souverains sur le Valais. Les patriotes sont « un peuple libre, de régime libre et démocratique ». Comme cet état de chose a toujours existé, rien ne changera dans la constitution valaisanne, sauf sur un point ou l'autre : ainsi, le Chapitre renoncera à remettre le glaive à l'évêque, comme il l'avait fait jusqu'ici.

En 1614, les Chanoines se décidèrent à réclamer l'annulation des actes de 1613⁹⁴. Nous avons reproduit ailleurs⁹⁵ le texte par lequel ils tentaient de remettre en selle la Caroline : La légende très ancienne, conservée à Valère, prouvait la donation de Charlemagne, confirmée en 999 par Rodolphe à Hugue. Cette confirmation a été volée ces derniers temps au château de la Majorie, mais le Chapitre en possède la copie. Il en va de même pour la confirmation d'Henri VI à Guillaume, évêque de Sion, en 1189 ;

⁹² Archives de Rivaz, carton 70, 5, No 22 (vers 1628).

⁹³ Grenat, p. 189. Cf. *AV*, carton 61, No 1 (original) ; copie aux recès, sinécure Zuber (de Courten, III, p. 437 sqq.).

⁹⁴ Grenat, p. 194 sqq. Cf. *Gallia Christiana*, XII, instrum. 31, et *AV*, L 133, p. 111.

⁹⁵ Cf. notre article : *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)*, dans *Vallesia*, Bulletin annuel de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais et du Musée de Valère, T. II, p. 88.

de celle de Charles IV à Guichard Tavelli, en 1365 ; des serments d'obédience du Valais en 1437 et 1451 ; de la confirmation de Charles-Quint au cardinal Schiner, en 1521, et qui a été enlevée contre le gré du Chapitre (*Deus videt et judicet* !). Ce prélat, en tant que prince du Saint-Empire, fut convoqué aux diètes impériales par un héraut et dut fournir des subsides en cas de guerre.

Dans sa lettre de convocation du 5 mai 1614, l'évêque H. Jost demanda vainement aux patriotes de défendre le glaive de Saint Théodule, donné depuis si longtemps⁹⁶. Les députés des dizains rétorquèrent que le clergé voulait récupérer la « Caroline » uniquement pour réduire le pays au rang de sujet, « comme l'indiquent de vieux documents et écrits ou leurs copies... montrant de quelle manière notre pays était qualifié et institué (*qualificiert und gestaltet*) dans l'ancien temps où la majeure partie de la Confédération était soumise aux princes et seigneurs féodaux de l'Autriche. Mais les Valaisans ont conquis la liberté, surtout lors de la bataille de la Planta (1475) ; or, les documents invoqués par le Chapitre sont bien antérieurs et aucun évêque ne les a plus invoqués ni demandé qu'ils fussent corroborés⁹⁷ ».

Le banneret de Loèche, Barthélemy Allet, dans une lettre que nous avons également reproduite⁹⁸, réfuta à son tour la Caroline, en 1614. Charlemagne, écrit-il, a vécu 250 ans après S. Théodule, qui est présent à l'acte de fondation de l'abbaye de St-Maurice en 515. Ceci ruine toutes les confirmations postérieures. Du reste, cette donation n'a jamais été respectée. En effet, à l'époque du Grand Interrègne, la Confédération s'est libérée, sans le secours de l'empereur, du joug des féodaux, mais les Suisses ont constitué des pays libres d'empire (*freye lender des Riichs verbliben*). Il en est allé de même pour le Valais : l'empereur ne l'a jamais soutenu dans ses luttes contre la Savoie, contemporaines de la bataille de Laupen (1339). Les évêques mêmes ont constamment trahi le pays : Guillaume IV de Rarogne, successeur d'André de Gualdo, n'a-t-il pas usé d'excommunication, demandé au pape la confirmation de la Caroline et posé le même problème qu'aujourd'hui ? Et les régales ne dépendaient pas de l'empire : en 1293, en 1308 et en 1415, les évêques n'ont-ils pas reconnu qu'ils détenaient les régales en fief de la Savoie (*manlehn*) ? Et si, en vertu de la donation de Charlemagne, le Chapitre est devenu souverain (*Hoche Herren*) du pays, pourquoi aurait-il dû demander la confirmation de ses libertés à des princes et empereurs ? Ne suffisait-il point d'exhiber des titres au cours d'un *Reichstag* ? Aucun prince héréditaire ne fait confirmer son héritage par l'empereur ni par le

⁹⁶ Cf. *ABS*, 205/63.

⁹⁷ de Courten, III p. 455 sqq.

⁹⁸ Cf. *ABS*, tiroirs 92-94, No 101. — Hidber, *op. cit.*, p. 29 sqq. — A. J. de Rivaz, *Opera Historica*, T. XVIII (Miscellanea), p. 289 sqq. — *Vallesia*, *op. cit.*, T. II, p. 91 sqq.

pape. Nous n'avons pas enlevé au Chapitre l'épée d'or : personne ne démontrera que Charlemagne l'ait eue. C'est nous qui l'avons remise à l'évêché lorsque le comté fut donné au pays pour que le pays devienne terre d'empire et l'évêque, prince d'empire.

Allet s'explique ainsi sur ce dernier point : en battant le duc de Savoie, les Valaisans ont acquis le comté et la préfecture et n'ont plus toléré de bailli d'empire (nous dirions qu'ils ont obtenu l'immédiateté), le Valais peut donc se proclamer, comme la Suisse, pays libre d'empire (*ouch in glicher gestalt ein fry Landt des Riichs sollent und mögent genempt werden*). Toutefois, les ancêtres n'ont pas enlevé la préfecture à l'évêché, afin que l'évêque puisse rester un prince d'Empire (*domit ein Biischoff von Wallis ein Fürst des Riichs möcht bliiben*). L'évêque est donc le seigneur et prince d'une terre libre d'empire et non le seigneur héréditaire. C'est le pays qui l'a rendu évêque, prince, préfet et comte (... *in ein Landtschafft als ein fry Landt des Riichs zum Bischoff, Firsten undt Herren gewidmet gsetzt und geordnet*). Si Hildebrand Jost ne veut pas respecter les libertés du pays, nous lui refuserons l'obédience comme à Jodoc de Silenen ou au cardinal (Schiner) qui a arraché la confirmation de Charles-Quint pour mettre le pays au défi (*zu einem tratz der Landtschafft*). Cette confirmation est comme une tête sans pieds, sans main, sans corps. Elle n'a ni fondement, ni force, ni existence. L'empereur ne pouvait donner ce qui ne lui appartenait plus. Pourrait-il demander aux Suisses de redevenir sujets de l'Autriche ou aux Valaisans, de se soumettre à la Savoie et de rendre les bailliages ?

Rodolphe Pfiffer, à qui cette épître était adressée, répliqua simplement que la donation de Charlemagne était démontrée de tout temps par des considérations irréfutables. Les cantons représentaient donc la thèse qu'ils avaient soutenue en défendant leur compatriote Jodoc de Silenen contre les Valaisans, au XV^e siècle⁹⁹. Toutefois, la croyance en la Caroline avait baissé depuis lors : en 1616, les cantons catholiques se plaignirent auprès du nonce de ce que les brefs du pape insistaient trop sur ce document (*am meisten uff die Carolina düttent*), ce qui ne ferait qu'aigrir le peuple et accroître la confusion. Il valait mieux laisser ces brefs de côté¹⁰⁰.

Comme nous l'avons montré ailleurs¹⁰¹, en 1614 aussi, sans doute, le dizain de Sierre réfuta la Caroline et compléta l'argumentation de B. Allet. Charlemagne a vécu 216 ans après la mort

⁹⁹ ABS, tiroir 92, No 46.

¹⁰⁰ Recès fédéraux (E.A.), V, 1, No 914^a, 14 mars 1616. Un exemple de ces brefs se retrouve aux ABS, tiroir 111, No 1 : Paul V demande aux patriotes de restituer les titres enlevés à l'Eglise et en particulier « *diploma seu bullam quam Carolinam appellam, quâ Carolus Magnus ut asseritur temporalem jurisdictionem Theodulo concessit* ».

¹⁰¹ ABS, tiroir 27, No 62. Cf. *Vallesia*, op. cit., T. II, p. 99 sqq. A noter que Pentaleo se réfère à Stumpf (cf. Brigue, *Vallesia christiana*, Sion, 1744, p. 116).

de S. Théodule ; il a été couronné en l'an 800, comme l'établissent les historiens Henricus Pentaleo, Johannes de Senos et Johannes Carion. Du temps de Charlemagne vivait Althée et non Théodule, comme on voudrait le faire avaler à de jeunes enfants. Nous n'avons jamais vu la donation de Charlemagne. Les confirmations de Rodolphe et d'Henri IV n'ont aucune force (*kein bestandt und fundament, als ein sach quae non erat in rerum natura*). La corroboration de Charles-Quint, par son texte même, prouve qu'il n'y a pas eu de donation. Ne dit-elle pas : « *quod huiusmodi jurisdictio ei dominium nullo alio documento probari possit.* » Pas de confirmation sans donation, car « *deficiente causa tollitur effectus* ». Les empereurs ont disposé du comté en faveur des baillis Mönch (*Monaci*) de Bâle : faut-il en conclure que l'empereur se fit « *usurpator rei donate* » ? Sans doute, Charlemagne n'a rien donné à un mort. Si l'on insiste, nous dirons que nos pieux ancêtres... ont libéré le pays du joug de l'empereur par la force des armes (*vom keyserlichen Jooch ledig gemacht*)... nos ancêtres ne se sont pas inclinés devant la fable de la Caroline (*der erdichten Carolina sich nie underjochet*).

Le dizain de Sierre apporte encore diverses preuves de libération, notamment, que si le pays n'avait pas été libre, il n'aurait pas conclu d'alliance avec les VII cantons catholiques, qui ont été sous dépendance des empereurs, comme tout l'Occident autrefois. Puis il répète que l'on sait pourquoi Schiner, chassé du pays, fit confirmer la Caroline. Les actes de 1293 et de 1308, où l'évêque reconnaît qu'il tient de la Savoie les « *Regalia et stratam publicam* », prouvent que l'évêque ne tient pas les régales de l'empereur, mais du pays, qui a conquis le pouvoir sur la Savoie (*das die Bischöffen von Sitten Regaliam nit von Keysern. sunders von der Landtschafft Wallis habendt, als von denen welche die selbe mitt Heeres kraft erobert*).

Lors de la diète du 2 août 1614¹⁰², les patriotes soutinrent que « la Caroline et sa teneur étaient totalement inconnues du pays... qu'ils la repoussaient au prix de leur vie et de leurs biens (*widerstreben... uff lyb, leben, guott und bluott*) comme peuple d'un Etat libre et priaient l'évêque et le Chapitre qu'il ne soit à perpétuité point fait mention de la Caroline (*in ewigkeit nit mehr gedencken*), comme chose qui n'a jamais eu l'être (*als eines dings dass nie in wesen gsyn ist*) ».

En 1616, les patriotes reprirent le même thème¹⁰³ : « Depuis la donation (de Charlemagne), la patrie a été plusieurs fois assaillie, envahie, dominée et maltraitée par des princes étrangers ; le pays s'est lui-même délivré de leur domination par ses forces... s'est rendu libre du joug de la sujétion, comme beaucoup d'autres lieux de la Confédération, qui étaient sous pouvoir des seigneurs

¹⁰² de Courten, III, p. 461.

¹⁰³ de Courten, III, p. 546.

D·O·M·P·R·I·N·C·I·P·I·P·A·T·R·I·Æ·E·T
C·I·V·I·T·A·T·I·S·E·D·U·N·I·6·O·Z



Panneau commémoratif de l'alliance du roi de France Henri IV avec le Valais en 1602 (Salle Supersaxo, Sion).

L'aigle impériale soutient les armes de l'évêque Hildebrand de Riedmatten, de la République des Sept-Dizains et de la Ville de Sion (cf. D. [= F. Th. Dubois], *Archives Héraldiques Suisses*, 1934, pp. 49 sqq. et pl. VII et VIII).

d'Autriche, de Bourgogne (les commémoraisons de batailles en témoignent). Par ce, cette donation est annulée et ne peut subsister (*diese Schenckung annulliert und für sich nitt bestan mag*), mais dérive présentement du pays envers les évêques (*sundern... von einer Landtschaft jetzunder herfliesse, und an die Bischöffen kommen*), auxquels on veut volontiers témoigner et prêter toute obéissance due, comme a été fait jusqu'à présent, et les aider à maintenir les revenus de l'évêché, sans qu'il soit besoin de ces plaintes, etc. »

Il s'agissait en ce moment d'une querelle de préséance entre l'évêque et le Bailli du Valais. A propos de ce magistrat, les dizains soutinrent la thèse suivante : « Il porte le titre honorifique d'impérial, de Très-Puissant *Landtschauptmann*, comme venant de l'empereur » (*trage den keyserlichen Ehren tittel, grossmechtiger Herr Landtschauptmann, als der vom Keyser her kompt*)¹⁰⁴. Les patriotes désiraient mettre le Bailli sur le même pied que l'évêque, prince d'empire. Nous ignorons sur quelle base les patriotes donnaient ce titre à leur chef temporel. L'idée des Valaisans est que le pays, subrogé aux droits de l'empereur, a conservé les titres impériaux de l'évêque et du Bailli.

Hildebrand Jost se méfiait de la construction juridique des patriotes. « Nous nous estonnons grandement de ce qu'on nous appelle néanmoins prince, etc., et qu'on nous laisse prééminence et titres d'honneur... on fait croire au commun peuple que la Caroline opprime le pays et l'assujétit complètement. » Aussi le clergé crut-il plus prudent de réclamer sans cesse les titres enlevés en 1613¹⁰⁵. L'un des principaux griefs adressés à l'évêque, en 1619, fut d'avoir « tenté de remettre en vigueur la Caroline »¹⁰⁶. Mais Hildebrand Jost ne se lassa point. A la diète de décembre 1622¹⁰⁷, il réclama « plusieurs documents et titres octroyés par le Grand Empereur Charlemagne à S. Théodule, alors évêque de Sion, comme dot (*Morgengabe*) et témoignage de vénération à Sainte Marie... confirmée par d'autres empereurs (*von dem heiligen keyser Carli dem Grossen*). Les événements de 1613, ajouta notre évêque, sont « un grand empiètement et détriment pour l'évêché, pour l'église... mais encore contre Dieu, contre les droits... temporels, soit de l'empereur et même du pays (*wider... weltliche oder keyserliche ja auch wider Landrecht...*) ... cette affaire touche non seulement sa Grandeur et le Chapitre, mais encore sa Sainteté le pape et particulièrement sa Majesté l'empereur ».

Mais en août 1623, les représentants des dizains se contentèrent de réfuter à nouveau la « Caroline »¹⁰⁸ ; ce fut leur seule réponse.

¹⁰⁴ de Courten, III, p. 546. — Juin 1616.

¹⁰⁵ *Gallia Christiana*, XII, Instrum. 33, col. 471 et 475. — Diète de Baden, 1618.

¹⁰⁶ de Courten, III, p. 665 sqq.

¹⁰⁷ *Ibidem*, p. 757 sqq.

¹⁰⁸ *Ibidem*, p. 769 sqq.

après référendum aux communes, aux supplications du clergé et du nonce. « Comment les membres du clergé osent-ils revenir sur cette question ? La Caroline est une chose inventée, qui n'a jamais existé ni été en vigueur. » Puis ils expliquent patiemment : Après S. Florentin, évêque et martyr en 411, l'évêché fut transféré (d'Octodure à Sion)... Rufus assiste au Concile d'Orléans (*Orliens*). Après Rufus vient Théodore, que le commun appelle Théodule, lequel est soussigné ¹⁰⁹ dans la fondation de l'abbaye de St-Maurice par S. Sigismond (550). « Or, Charlemagne (*Carolus Magnus*) qui devrait avoir remis à S. Théodule la prétendue Caroline (*die vermeinte Carolinam*) en présent à Notre-Dame, fut élu empereur romain l'an 800 à Noël. Ainsi, il y a un intervalle de 250 ans entre Théodule et Charlemagne. » Les recès donnent ensuite la liste des évêques de Sion (Héliodore, en 854, Luitmundus, en 620, S. Amé en 650, Guarinus en 700, Vilharius en 760, puis Althœus en 800, « lequel était évêque du temps de Charlemagne, et non S. Théodule, ainsi qu'on l'a prétendu vainement » « ... on ne montrera pas non plus qu'un autre Théodule ou Théodore ait été évêque de Sion... la confirmation de Charles-Quint (*durch Carolinum Quintum*) est nulle parce que Charlemagne n'a rien donné, et ne dit-elle pas : « *Quae nullo alio documento quam sola possessione probari potest ?* » Il n'y a donc pas eu de donation de Charlemagne et, s'il y en avait eu une, elle serait nulle : Charlemagne, comme empereur électif d'Occident n'aurait eu le pouvoir de faire ce don et de détacher un tel membre de l'Empire ». Puis les patriotes rééditent leur démonstration de 1613 : l'empereur n'a pas tenu compte de la donation, mais il a désigné directement des gouverneurs en Valais. « Mes Hauts Seigneurs voient ainsi à regret qu'on veut de nouveau s'aider de la Caroline, ce qui ne peut avoir lieu sans la ruine des libertés chèrement acquises... on sait bien ce que contiendrait cette Caroline si elle existait. Mais tout change dans le monde... et si les ennemis avaient vaincu les ancêtres, la prétendue Caroline, si elle existait pouvait aller dormir (*so heitte die vermeinte Carolina wol schlaffen gehn mögen*). Et ecclésiastiques et laïcs ne seraient-ils pas encore sous le joug de la servitude ? Oui, même si la Caroline était vraie, ce qui n'est pas, l'évêque et le Chapitre seraient sujets de l'empereur... Le Cardinal Schiner savait bien que la Caroline était un corps mort, sans âme (*ein thoter lychnam ohne Seel*), autrement il s'en serait bien servi contre son plus grand ennemi Georges Supersaxo et autres patriotes... Ne se trouvera pas non plus que l'on ait parlé de la prétendue Caroline et qu'elle ait existé, si ce n'est depuis 14 ou 15 années qu'on l'a voulu sortir de la poussière *von der vermeinten Carolina jemalen geredt, noch dieselbige in esse gewesen, dan allein vor 14 oder 15 jaren da man sy vollin (?) staub hatt herfür ziehen wollen.* »

¹⁰⁹ Avec 54 autres évêques, précisera-t-on en 1627 (de Courten, IV, p. 55).

Là-dessus, les patriotes prirent l'offensive et accusèrent le Chapitre de leur avoir enlevé des documents conservés à Valère. Ils soutinrent en outre que le droit de conclure des alliances prouve la souveraineté des dizains : « Que les louables dizains soient Hauts Seigneurs en leur pays peut être assez démontré en ce que déjà depuis cent ans ils ont, avec leurs Baillifs, sans le concours des évêques, fait traités (*Pündtnüssen*) avec princes, seigneurs et Etats étrangers, comme avec le pape Jules II, item avec l'empereur Charles-Quint, lequel n'aurait pas fait ce traité avec les Valaisans, ne leur aurait pas donné pensions (*Frietgeld*) ainsi qu'a eu lieu, si nos ancêtres avaient été sujets de l'empereur ou de l'Eglise...¹¹⁰ »

Toujours en 1623, en octobre, le Chapitre réclama, devant les cantons catholiques, la restitution des lettres de franchises de Charlemagne (*Freiheitsbrief von Karl dem Grossen verloren...*)¹¹¹. En décembre, Hildebrand Jost se fâcha et offrit aux patriotes la voie du droit : il demanda des arbitres pris hors du pays, et à défaut, il menaça le pays de citation devant le pape ou le nonce¹¹².

A partir de 1624, la guerre diplomatique que se livraient la France et le Milanais, allié de l'Espagne, dans le but de s'assurer l'amitié du Valais, s'acheva à l'avantage de Louis XIII et de Richelieu. Le Valais envoya dans les Grisons le régiment Preux, à la solde de la France, pour y combattre les troupes impériales. La neutralité militaire du Valais était sauvegardée apparemment, mais la Caroline n'avait plus beaucoup de chances de succès.

Le 18 octobre 1624, les dizains affirmèrent, lors du renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques, qu'il n'existait pas de diplôme de Charlemagne, mais qu'ils avaient enlevé seulement « un document de Charles-Quint, obtenu par le Cardinal à l'insu du pays, après des manœuvres louches, en dépit des juridictions, alliances et statuts du pays¹¹³ ». On peut se demander si les patriotes disaient vrai : ils auraient été bien capables de détruire d'anciens documents.

Hildebrand Jost protesta, écrivit partout. Il demanda confirmation de la Caroline à l'empereur Ferdinand II. Ce document, daté du 24 novembre 1624 se trouve aux archives de l'Etat du Valais¹¹⁴. Le refus constant des patriotes de restituer la Caroline servit de prétexte à notre évêque pour résigner ses fonctions en 1626¹¹⁵. Le pape exigea encore restitution des titres, mais les

¹¹⁰ de Courten, III, p. 772.

¹¹¹ E. A., VI, 1, N° 301.

¹¹² Jamais, à notre connaissance, H. Jost ne proposa aux dizains le tribunal de l'empereur, à la différence de ce que firent encore Walther II Supersaxo et Mathieu Schiner. — En 1618, il reconnaissait qu'il n'avait, après Dieu, autre secours à espérer que des très chers alliés et Confédérés (*Gallia Christiana*, t. XII, instrum. 32, col. 469).

¹¹³ E. A., VI, 1, N° 339 et *ABS*, 205/3, p. 459.

¹¹⁴ *AV*, carton 21, N° 6.

¹¹⁵ de Courten, IV, pp. 51 et 53. Grenat, p. 237.

patriotes contestèrent le vol¹¹⁶. En mai 1627, dans un long mémoire, Hildebrand Jost développa la thèse du clergé¹¹⁷ : « La suprématie temporelle a été octroyée par libre donation du grand empereur Charles (*Carlin*) à l'Eglise de Sion et aucun prince et évêque n'en a abusé. Les patriotes ont ravi cette donation « *sede vacante* », mais les autres titres subsistent... S. Théodule (*H. St. Joder*) vivait au temps du grand empereur Charles, qui remit à lui et aux évêques ses successeurs, le comté et la préfecture du Valais, c'est-à-dire la seigneurie temporelle (*die weltliche Herrlichkeit*)... C'est une invention que S. Théodule ait vécu du temps du roi Sigismond : de ce temps vivait Théodore, qui fut aussi évêque et le premier en ce pays. L'acte de fondation de St-Maurice porte : S. *Theodorus Urbis Sedunensis episcopus* ; et depuis cet évêque jusqu'à S. Théodule (*Joder*), il y a eu onze évêques. Ce Théodule a vécu au temps du grand empereur Charles comme le démontrent nos instruments et titres. »

H. Jost soutient d'autre part que « les princes-évêques n'ont pas voulu entrer dans l'alliance française, comme dépendants de l'empire (*Reych*) à cause de leur régalie donnée par l'empereur Charles, confirmée par ses successeurs » ... « le droit régalien n'appartient qu'à l'Eglise de Sion selon la donation de Charlemagne *et virtute possessoris* ». Le Valais dépend de l'évêque par les régales ; il ne s'est pas libéré, car il n'a jamais combattu que pour l'indépendance de l'évêché. Et s'il est vrai que les empereurs ont nommé quelque temps les Baillis, ce droit est échu à l'Eglise de Sion.

On sait que le 29 avril 1627, Ferdinand II avait encore renouvelé la Caroline et pris Jost sous sa protection¹¹⁸. Il menaçait de l'indignation impériale et d'une amende de 30 marcs, dont la moitié serait versée au fisc impérial et l'autre moitié au Chapitre (de Sion), quiconque ne respecterait pas ces documents. Rott¹¹⁹ cite une lettre du nonce Scappi, les 5 et 10 août 1627, où il est dit que « de Sion, Jost négociait en secret avec Ferdinand II et le gouverneur de Milan le rétablissement de la Caroline ainsi que la restauration de son pouvoir temporel dans la vallée du Rhône ».

Les patriotes eurent-ils connaissance de la chose ? En tout cas, ils établirent une longue liste de griefs contre leur évêque, où il est dit notamment¹²⁰ : « Il s'intitule par orgueil prince et affilié de l'empire romain, ce que les évêques ses prédécesseurs n'ont jamais fait, sauf le Cardinal Schiner, lequel pour ce et autres

¹¹⁶ de Courten, IV, p. 53.

¹¹⁷ *Ibidem*, p. 87 sqq.

¹¹⁸ AV, carton 21, N° 8.

¹¹⁹ Rott, IV, p. 163.

¹²⁰ de Courten, III, p. 731. — Nous ne croyons pas Hildebrand Jost si « bouffi d'orgueil » ; mais, jeune et zélé, il aimait les formes. On peut s'en convaincre en lisant une pièce de 1618 où il exigeait le respect de la « *debita forma* » à propos

tyrannies a été expulsé, condamné par devant les Confédérés. Par ce titre, il veut assimiler les seigneurs patriotes aux Souabes et lansquenets (*Landsknecht*), à sujets natifs, tandis qu'ils sont libres patriotes nés. » Les articles des VII dizains, et spécialement de Viège, précisent cette accusation : « Il s'intitule en lettres de convocations et mandements, missives à princes, seigneurs et Etats étrangers : Prince de l'Empire romain, etc. (*ein Fürst des römischen Rychs*) » « ... il est si bouffi d'orgueil (*auffgeblasen*) qu'il se fait appeler *Hochwürdiger*, et même, Dieu lui pardonne, *Heylig*... il tolère habituellement qu'un prêtre savoyard, actuellement à Grône, nommé Dénarie, l'intitule à chaque troisième mot en sa langue : « Votre Altesse » (*Durchleüchtige*).

Après la diète de Loèche, qui expulsa les Jésuites du Valais, en 1627, les patriotes crurent de leur devoir d'écraser encore le monstre sans cesse renaissant. Ils eurent recours à quelques nouvelles connaissances historiques¹²¹. Après avoir répété que Charlemagne vécut 250 ans après S. Théodule, ils posent cette question : « Comment cet empereur eût-il pu faire cette donation, et d'une chose encore qui ne lui appartenait pas, car en ce temps, le pays était partagé en trois seigneuries et peuples (Vibériens, Séduoniens et Véragriens) et ne dépendant pas du dit empereur¹²² ? »

d'une signature (*ABS*, tiroirs 92-94, No 104). Il est de fait qu'il s'intitule assez souvent Prince du Saint-Empire. Sans prétendre épuiser la documentation, nous pouvons signaler quelques lettres de convocation aux diètes où il prend ce titre : par exemple, *ABS*, 205/63, le 13 mai 1616 : *Wiir, Hildtebrand Jost von Gottes gnaden Byschoff zuo Sitten, Praefect und Graff in Wallis, des Heyligen Römischen Reychs verwandter Fürst*. » Même en-tête à celle du 13 avril 1616. A partir de 1618, le titre de prince a disparu. On retrouve par contre la formule : *Praefectus et comes Vallesie, Sacrique Romani Imperij princeps (SRIP)* aux *ABS*, tiroirs 92-94, No 103, No 109, lettre à Joannes Grandis, notaire et bourgeois de Loèche, sur les devoirs des procureurs d'église, et No 116 (en 1626), lorsque l'évêque annule les usurpations faites aux dépens de la cure de Vionnaz. Cf. encore *ABS*, tiroir 71, No 51,, où l'évêque exige, en 1622, la punition de Séduonois qui ont fait travailler leurs vignes de Conthey le jour de l'Annonciation de la Vierge. — Les décrets synodaux, publiés en 1635, portent : *SRI princ.*, de même que la « *reformatio Curie* », qu'on trouve aux archives du Valais (*AV*, carton 69, fasc. 8, No 9, du 31 décembre 1615), l'acte de visite de la cathédrale de Sion en 1618 (*ibidem*, 70 bis, 3.) Cf. enfin l'annulation de la vente de biens d'Eglise, faite par Magéran à Monthey, du 17 août 1625, dans *AT*, N, 49, fascicule 2, No 11.

¹²¹ de Courten, IV, p. 53 sqq.

¹²² Nous nous étonnons d'entendre dire que Charlemagne n'ait jamais régné en Valais et de voir revivre au VIII^e siècle des peuplades soumises déjà par Rome : mais il faut savoir que Stumpf et Simler disaient encore le Valais selon ces trois peuplades ; ainsi, le Bas-Valais, chez Simler, s'appelle pays des Véragres. Bien que les patriotes ne citent jamais expressément ces auteurs (la réponse de Sierre indique d'autres historiens, cf. notre note No 101), probablement parce qu'ils admettaient la possibilité d'une donation de Charlemagne, il n'y a pas de doute qu'ils ont fait néanmoins de larges emprunts à leurs ouvrages : par exemple l'idée de l'anachronisme de la Caroline, les chronologies d'évêques (les dates de 584 pour l'évêque Héliodore et 620 pour Luitmundus, sont prises chez Stumpf), et l'idée que la préfecture a été enlevée à l'évêque par Frédéric Barberousse, etc., etc.

Puis ils montrent que les quatre fils de Charlemagne eurent en partage respectivement la Souabe, la France, l'Italie, l'Espagne, mais que tous ces royaumes ont changé de mains au cours de l'histoire, par exemple, le pays de Vaud, Milan, l'évêché de Novare... « Quant à la souveraineté temporelle que sa Grandeur insinue lui appartenir en quelque sorte *in parte partibus*, par réclamation des donations de roi et empereur (*keyserlicher und küniglicher donationes*) et de confirmations, voulant faire accroire qu'on les aurait enlevées durant la vacance du siège épiscopal, nous affirmons que c'est faux. C'est plutôt le Chapiere qui a vidé un coffre de titres déposés à Valère... »

Et les dizains persévérèrent dans leur attitude ; ils répondirent encore au nonce ¹²³ : « La folle prétention de l'évêque de se comparer à empereur et roi (*thorächter errüerung*) en l'obtention de batailles victorieuses ne sied pas trop, vu qu'il n'est pas né tel, mais provenant d'une autre pâte (*aber kompt nit von solchen teyg här*). On lui demande, lorsque nos propres évêques Davelli, Guillaume de Rarogne, Seigneur Guichard, Edouard né des comtes de Savoie, avec aide de comte Amédée, qui était vicaire propre de l'empire romain, envahirent les sept dizains avec armée en 1377... que Guichard fut tué, Davelli chassé, Edouard tué, Antoine de Turre mis sur le carreau en haut de St-Léonard, le comte de Blandrate tué, où existait la Caroline ? Pourquoi les évêques combattirent-ils leurs propres sujets, ne se maintinrent-ils pas en leur propre seigneurie ? Mais le pays était de tous points (*für und für*) un peuple libre et non sujet des évêques. »

Pendant ce temps, H. Jost continuait ses intrigues « indéniables » à Rome, au Piémont, en Allemagne, contre l'indépendance du Valais ¹²⁴ : voyant l'impuissance de Turin, nous dit Rott, il s'était adressé à l'archiduc d'Innsbruck, qui avait consenti à l'appuyer auprès de l'empereur. L'arrestation du capitaine Antoine Stockalper ¹²⁵ mit fin à tout.

En 1628, à Lucerne, dans une ultime tentative de conciliation, notre malheureux prélat exigea encore la restitution des titres volés ¹²⁶, puis il se rendit à Rome, en passant par Milan, où il fut fort bien reçu ¹²⁷. Il réunit à cette occasion plusieurs catalogues de ses droits régaliens, contestés par les patriotes. Une de ces liste était celle de Mathieu Schiner ¹²⁸. Le premier droit régalien

¹²³ de Courten, IV, p. 197 et *Gallia Christiana*, XII, instrum. 35.

¹²⁴ Rott, IV, p. 439 sqq.

¹²⁵ A. Stockalper, alors gouverneur de St-Maurice, s'était réjoui, en 1618, de la destruction de la Caroline. (Cf. Grenat, p. 208, et *AV*, L 142, p. 132.)

¹²⁶ E. A., VI, 1, No 454.

¹²⁷ Rott, IV, p. 449.

¹²⁸ D. Imesch, *Revue d'Histoire ecclésiastique suisse*, 1916, p. 169 sqq. — Archives de Rivaz, carton 70, 5, No 22. — Grenat, p. 238, et *ABS*, tiroir 93, No 161.

est le titre de Prince du Saint-Empire (*Titulum Si Romani Imperii*). L'existence de ce titre est prouvée par 6 citations, par l'instrument authentique de 1354 où l'empereur nomme Guichard « Prince d'Empire », par la confirmation de Charles-Quint et par l'*instrumentum Vuillelmi* (peut-être la reconnaissance des patriotes en faveur de Guillaume de Rarogne en 1437). Le deuxième droit régalien est le titre de comte et préfet des deux Valais. Il est établi par la confirmation donnée par Rodolphe « empereur » à Hugue, évêque de Sion, en 999 ; par les légendes de Charlemagne et de S. Théodule ; par la confirmation d'Henri VI à Guillaume, évêque en 1189 ; par celle de Charles IV en faveur de G. Tavelli, etc., etc. Le troisième droit régalien (le port du glaive) est prouvé par la confirmation de la Caroline par Charles-Quint. La Caroline est invoquée encore à l'appui d'autres droits régaliens, par exemple, du droit de pêche, de construction au bord des fleuves, du droit sur les cristaux de roche¹²⁹. Ces documents précisent encore : « Les Valaisans ne pourront nier qu'ils sont sujets tant au spirituel qu'au temporel en vertu des dites Carolines de Charlemagne, de Charles-Quint, etc. »

Von Jan¹³⁰ signale qu'en 1629, pendant son séjour à Rome, Hildebrand Jost s'était adressé encore à la cour impériale contre ses sujets en révolte. Von Mohr, ambassadeur impérial accrédité alors en Suisse, reçut l'ordre, par rescrit impérial du 9 octobre 1629, de s'occuper de l'affaire du prince-évêque. Voici la substance de ce document : l'évêque s'est plaint, il y a quelques années, de la rébellion de ses sujets ; des privilèges et documents (*uralte Stifts Privilegia und Documenta*) ont été pris par la force ; le clergé a été menacé de mort. Sur sa demande instante (*uf sein starkes Anhalten*) nous confirmons les privilèges de l'évêque de Sion, et nous lui accordons encore la protection spéciale de l'empereur (*eine Kaiserliche special protection*). Nous considérons absolument (*mit Ernst*) l'évêque comme un prince d'empire (*Fürsten des Reichs*). Pour plus de sécurité, H. Jost s'est rendu à Rome pour éclaircir sa situation. N'ayant rien obtenu, il a résigné son évêché, car il craint que ce dernier ne soit soustrait à l'obédience de Rome et attribué à la couronne de France ; c'est pourquoi, il a encore imploré l'assistance impériale. Le 30 juillet, nous l'avons encouragé par une lettre et nous avons averti notre ambassadeur à Rome, le prince Favili, d'avoir à veiller à ce que rien de préjudiciable à l'empereur ou à l'empire ne se passe. Nous avons appris qu'une partie des Confédérés et des Valaisans désiraient sa résignation, et nous avons encore averti notre ambassadeur de veiller à la chose. Nous avons confirmé ses privilèges et son titre de prince d'empire et nous l'avons pris sous protection impériale. Nous espérons que le Nonce, à Lucerne, invitera les

¹²⁹ de Courten, IV, p. 27.

¹³⁰ von Jan, I, p. 186 et III p. 195 sqq.

sujets à rendre l'obédience à leur pasteur, pour le bien de la religion catholique. Dans les limites de nos possibilités, nous avons demandé à notre conseiller et commissaire de prendre la chose en main, voire de conférer avec le nonce et surtout avec les Confédérés, afin que rien de préjudiciable à l'empire ne survienne et que le droit soit maintenu.

Nous savons que le pape et le nonce tenaient moins à la Caroline que Hildebrand Jost. En 1627, le nonce lui suggérait « *ut Carolinam relinquat* ¹³¹ ». Rott affirme ¹³² que le pape redoutait toute intervention autrichienne dans la péninsule et poussait Jost à se tourner vers le roi de France ; mais celui-ci pensait se rendre à Vienne, pour intéresser Ferdinand II à ses revendications et s'assurer de ses armes.

Il est évident que la France ne tenait pas du tout à faire revivre la Caroline ; son intérêt était de s'assurer la paix en Valais. L'ambassadeur de France en Suisse, Miron, ne mettait pas en doute la donation de Charlemagne ¹³³. Il admit que « l'évesque est ou estoit autrefois seul prince et seul souverain du Païs par la concession de Charlemagne à S. Théodule, Evesque de Syon ; à présent, il a bien qualité de Prince d'Empire, comme l'abbé de St-Gall et tous les Evesques d'Allemagne et de Suisse et plusieurs abbés, mais l'exercice de cette souveraineté est resserré par les traittés et usages dont l'évesque s'efforce chacun jour de s'émanciper... L'évesque veut rétablir la Caroline, qui est l'usage des droits souverains, comme du temps de Charlemagne, que le païs ne souffrira jamais... L'évesque voudrait bien reprendre les errements de sa Caroline, dont l'usage est suranné de plusieurs siècles déjà passés ».

Hildebrand Jost voulut rentrer en Valais en 1630. Lors de l'entrevue qu'il eut, près de Sembrancher, avec les patriotes, ces derniers lui firent encore remarquer que les privilèges de l'évêché ne reposaient pas sur la Caroline, fable inventée à plaisir, par laquelle Adrien II de Riedmatten avait voulu asservir le pays ¹³⁴. Si Charlemagne a donné quelque privilège à l'évêché, il a donné ce qui ne lui appartenait pas. « Votre prédécesseur a déjà voulu nous assujétir et nous arracher nos libertés en vertu de cette Caroline, dont nous ne voulons plus entendre parler, car nous sommes francs-patriotes ! »

Jost soutint encore l'authenticité de ses titres. Alors, les patriotes lui reprochèrent d'avoir obtenu de l'empereur la confirmation des droits régaliens, contraires à leurs libertés et d'avoir

¹³¹ Grenat, p. 283. — A. J. de Rivaz, *Opera Historica*, t. V, p. 295.

¹³² Rott, IV, p. 455 sqq.

¹³³ Miron, *Relation...* dans *Archiv f. schweizer. Geschichte*, 1844, T. II, p. 270 sqq. (1619).

¹³⁴ Cf. Grenat, p. 268 sqq.

voulu les assujétir, eux et leurs descendants, à l'autorité césarienne. Heureusement que le peuple l'ignorait encore ! L'évêque devait renoncer aux diplômes impériaux, qui devaient être livrés. C'est le 9 janvier 1623, que Magéran arracha à l'évêque et à son Chapitre la renonciation authentique et définitive à la Caroline. Tous les titres originaux sont annulés, on y renonce comme mal obtenus, à perpétuité. Cette renonciation est écrite à la suite de la confirmation de Ferdinand II en date du 26 novembre 1624. Une copie de 1635 figure sur le diplôme du 29 avril 1627¹³⁵.

Rott affirme¹³⁶, que H. Jost lança un manifeste contre les violences de Sembrancher. Le Chapitre confirma encore la renonciation à la Caroline le 22 décembre 1637¹³⁷, mais tout cela n'alla pas sans difficultés de la part du nonce¹³⁸.

En 1638, sous le court épiscopat de Barthélemy Supersaxo, un mémoire anonyme sur les empiètements des Valaisans du temps de H. Jost dit notamment : « Les renonciations à la Caroline montrent que l'on a attenté aux droits de l'Eglise, ce qui est un crime de lèse-majesté impériale et un motif d'excommunication pour les chanoines, selon la bulle « *Coena Domini* ». Ce document émane sans doute d'un partisan du clergé¹³⁹.

Lors de l'élection d'Adrien III de Riedmatten, en 1640, les chanoines voulurent revenir sur leurs renonciations¹⁴⁰. Les députés des dizains leur signifièrent que, grâce à leur entêtement, le pays deviendrait un vassalat et arrière-fief de l'empereur (*ein vassalat und underlehn des Keysers*). On répéta tous les arguments invoqués du temps de H. Jost : heureusement que la liberté avait été conquise *jure belli* et conservée par un bon régime politique et démocratique. « Quant à la prétendue Caroline, ayant été abolie, le pays, c'est-à-dire les 7 dizains ont été reconnus pour une République libre, démocratique. » Le Chapitre ne consentit à une élection que « sans préjudice des droits réciproques ». Les patriotes acceptèrent, à condition que la Caroline ne serait plus réveillée ! C'est alors que le pâté (« *die pasteten* ») fut découvert : le légat avait interdit aux chanoines de se défaire des droits carolins. On fit alors défiler les chanoines individuellement à la Majorie et on examina leurs opinions sur la Caroline. Cette confession révéla qu'aucun d'eux n'en savait rien ni ne souhaitait sa résurrection. Tout s'arrangea, mais la diète décréta ce qui suit : « Est prohibé à quiconque, sous disgrâce de la haute autorité, d'appeler désormais sa Grandeur, soit verbalement soit par écrit ; *Sacri Romani*

¹³⁵ AV, carton 21, No 6 et No 8. — Grenat, p. 648.

¹³⁶ Rott, IV, p. 457.

¹³⁷ AV, carton 61, No 5.

¹³⁸ Grenat, p. 284.

¹³⁹ A. J. de Rivaz, *Opera Historica*, t. XV, p. 639.

¹⁴⁰ de Courten, IV, p. 595.

Imperii Princeps. On devra s'en tenir aux anciens titres de Révérendissime Evêque de Sion, préfet et comte du Valais ¹⁴¹. »

Ces débats passionnés, pour ou contre la Caroline, touchent parfois au grotesque. En décembre 1627, les patriotes déclarèrent qu'il était inutile de réfuter encore cette donation, qui méritait le nom de « Narrolina » plutôt que de Carolina ¹⁴². Le chanoine A.-J. de Rivaz a latinisé ainsi cette plaisanterie germanique : « Une Stultine plutôt qu'une Caroline. » Si l'évêque Jost a soutenu avec sang-froid l'anachronisme de la Caroline, il faut se souvenir qu'il ne fut pas aisé d'établir la liste exacte des évêques de Sion. Il fit très bien de ne pas mettre trop aisément en doute des traditions bien établies : en fait, son pouvoir temporel était fondé sur la donation incontestable de 999, mais le clergé et les laïcs l'ont ignoré jusqu'au XIX^e siècle. Tout ce que l'on peut reprocher à notre évêque, c'est d'avoir refusé toute discussion au sujet de Charlemagne, comme s'il s'était agi d'un article de foi.

La lecture de ces textes nous révèle, d'autre part, une évolution sensible dans l'attitude du Valais à l'égard du Saint-Empire. Au XVII^e siècle, l'affirmation de souveraineté du Valais à son égard est beaucoup moins nette qu'à l'égard de Rome. Cela s'explique : l'empereur, à la différence du pape, n'intervient plus dans l'élection de l'évêque ; sa suzeraineté est théorique et l'immédiateté équivaut, pratiquement, à l'indépendance de l'empire, à la parfaite souveraineté. On sait même que, du temps de Calvin, le dominicain F. Vitoria laissait entendre que l'Empire n'était plus qu'une formule théorique. La réserve des Valaisans peut aussi provenir de la crainte de l'Autriche, alliée de l'Espagne, qui dominait Milan ; mais nous avons montré qu'elle était surtout le fait du parti évangélique, qui tenait à maintenir un lien idéal avec l'Empire, afin de bénéficier de la paix confessionnelle d'Augsbourg. Voilà pourquoi on conserve le titre de prince d'Empire à l'évêque et pourquoi, en 1616, on découvre un titre impérial pour le Bailli. Si, à cette époque, on nie la Caroline, ce n'est pas pour nier toute dépendance primitive de l'empire, mais bien pour saper le pouvoir de l'évêque sur les dizains.

A partir de 1623, la doctrine change : on commence à dire que si la Caroline était vraie, l'évêque et le Chapitre seraient sujets de l'empire. Les pensions versées par Jules II et par Charles-Quint, de même que les alliances du Valais avec ce pape et cet

¹⁴¹ de Courten, IV, p. 598. — Cf. encore Gremaud, *Documents inédits...* archives de Fribourg, T. 17, p. 525. — Notons que les évêques, de leur côté, n'ont pas cessé de s'intituler « Princes du Saint-Empire » ; et cela dura jusqu'en 1798, affirme M. Jean Graven (*Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan...*, Lausanne 1927, p. 357, n. 1). — On trouve ce titre, par exemple, sur un imprimé de 1728, (*AT*, L, collectanea, volume I, Nos 129, 141 et 148). Le dernier de ces ouvrages a trait aux droits régaliens de l'évêque relatifs au notariat.

¹⁴² de Courten, IV, p. 197.

empereur, n'auraient pas eu lieu si les ancêtres avaient été sujets de l'empereur ou de l'Eglise.

En 1627, nous assistons à une véritable explosion de mauvaise humeur : on accuse Jost de s'intituler prince du Saint-Empire, ce que ses prédécesseurs n'ont jamais fait. Curieux grief, quand on songe aux déclarations antérieures des patriotes et au fait que Hildebrand Jost, comme Adrien II de Riedmatten, son prédécesseur, s'intitulait ainsi dans les lettres de convocation de la diète ; il l'avait fait, nous l'avons vu, en 1616, et les griefs de 1619 ne le lui avaient pas reproché. Toujours en 1627, on commence à prétendre que Charlemagne n'a pas régné en Valais, dont les peuplades étaient libres, ou que les empereurs électifs ne pouvaient disposer d'une terre d'empire à titre définitif. Que n'auraient-ils pas soutenu s'ils avaient su que l'acte de 999 était une donation en bonne et due forme !

Nous constatons ainsi que l'aigreur contre le Saint-Empire est contemporaine de la guerre de Trente ans et de l'avènement de Richelieu en France. Dès 1618, Ferdinand II a pris parti pour les catholiques, c'en est fait de la paix confessionnelle et c'est Richelieu qui prend la défense des Calvinistes. La dépendance de l'empire, pour le parti évangélique, devient un danger qu'il faut éliminer. On peut se demander pourquoi les patriotes valaisans n'ont pas songé, au XVII^e siècle, à invoquer la participation de leurs ancêtres aux guerres de Souabe. Ils ont sans doute adopté d'un seul bloc les théories de Stumpf et de Simler, valables pour les cantons. En tout cas, l'idée d'une libération par la force des armes est intéressante : elle cherche à rendre compte de l'indépendance de fait du corps helvétique à l'égard de l'empire d'Allemagne. Nos patriotes visaient à éliminer de la constitution valaisanne, devenue analogue à celle des Confédérés, le prince-évêque, qui n'était plus qu'un souverain théorique. On sait qu'Allet voulait assimiler ce dernier à un avoyer élu par son canton ; mais Hildebrand Jost riposta, en 1627, qu'entre la Confédération et le Valais, il y avait une différence dans les institutions (*der pollicez halben*)¹⁴³.

L'évêque Jost a-t-il vraiment voulu assujétir le Valais à l'empereur ? Nous ne le croyons pas. Pour lui, la suzeraineté impériale était bien théorique, puisqu'il ne songeait pas même à citer ses compatriotes devant l'empereur. Il pensait sans doute que Charlemagne s'était dépouillé définitivement de tous ses droits royaux sur le pays en faveur de l'Eglise de Sion. Les patriotes ne lui ont-ils pas reproché de se proclamer haut seigneur du pays comme l'empereur (*hocher Herr ihres Landts wie aber Keysser*) et de soutenir qu'il aurait pu se donner le titre de duc, aussi bien que le duc de Savoie¹⁴⁴ ? La Caroline servait donc, à ses

¹⁴³ *Ibidem*, p. 93.

¹⁴⁴ de Courten, III, pp. 732 sqq. et 741.

yeux, à garantir les immunités de l'Eglise de Sion en face de l'empire et de quiconque voudrait usurper ses droits. Et c'est ce qui fâchait tant les patriotes contre la donation de Charlemagne : le clergé ne les accusait-il pas, en 1628¹⁴⁵, d'être devenus presque seigneurs absolus dans tout le Valais à force d'usurpations (... *ferre totum se habere, vereque dominos absolutos in tota Valesia esse*) ?

V. Le Valais est-il devenu indépendant du Saint-Empire, DE JURE, à la paix de Westphalie (1648) ?

Au XVI^e siècle encore, nous dit Oechsli¹⁴⁶, la Confédération des XIII cantons passait pour membre de l'Empire, tout en jouissant, bien avant 1648, d'une situation exceptionnelle qui équivalait à une complète indépendance. Cette indépendance fut garantie par l'alliance française de 1516 — qui réservait néanmoins les droits de l'empereur — et les puissances l'admirent expressément ou tacitement. Mais les guerres de religion brisèrent la solidarité confédérale ; il s'ensuivit que cette situation privilégiée à l'égard de l'empire fut contestée aux associés et aux alliés des cantons, voire à certains des XIII cantons.

On sait que la paix de Bâle (22 septembre 1499) n'avait pas éclairci, en droit, les rapports des X cantons avec l'Empire. Les Suisses¹⁴⁷ avaient fait valoir un *privilegium de non evocando* pour se soustraire à la juridiction impériale réorganisée par Maximilien I^{er}. La diplomatie française, dont les intentions étaient déjà fort sensibles à cette époque, visait à séparer la Suisse de l'Empire. Toutefois, pour ménager l'honneur allemand, mis à mal par les Confédérés durant les guerres de Souabe, on n'inséra dans le traité de paix aucune décision sur les tribunaux d'empire. Ce simple silence, assure Heusler, garantissait l'indépendance de la Suisse à leur égard. Bien mieux, à la diète de Constance, en 1507, Maximilien projeta de libérer les XIII cantons et leurs alliés de la juridiction impériale. Mais les Suisses n'ayant pas suivi sa politique, le document ne fut jamais rédigé¹⁴⁸. C'est pourquoi les X cantons, qui avaient signé la paix de Bâle, ne furent pas immatriculés comme membres d'Empire. Il n'en fut pas de même pour Bâle et Schaffouse, qui n'entrèrent dans la Confédération qu'à partir de 1501 ; les alliés et les protégés des cantons (notamment les prélats suisses), également, furent enregistrés, et nous avons vu que le Valais fut attribué, en 1521, au cercle rhénan¹⁴⁹.

¹⁴⁵ Archives de Rivaz, carton 70, 5, No 22.

¹⁴⁶ W. Oechsli, *Orte und Zugewandte...*, dans *Jahrbuch für schweizer. Geschichte*, 1888, T. XIII, p. 186.

¹⁴⁷ Cf. A. Heusler, *Schweizer. Verfassungsgeschichte*, Basel, 1920, p. 143 sqq.

¹⁴⁸ Oechsli, *op. cit.*, p. 187.

¹⁴⁹ Cf. ci-dessus notes 61 et 63.

Charles-Quint, dit Oechsli¹⁵⁰, n'insista pas trop pour obtenir de ces derniers les subsides qu'il demandait en vue de combattre les Turcs. Mais ses prétentions se firent plus sérieuses en 1541 et 1542 : les XIII cantons durent prendre la défense de leurs alliés et protégés ; la diète d'Augsbourg finit par admettre leur point de vue en 1548. Pendant ce temps, les tribunaux allemands n'en continuaient pas moins à citer devant eux des alliés de la Confédération. Celle-ci prit régulièrement la défense de ces derniers, si ce n'est pour Rottweil, qui tenait à conserver ses liens avec l'empire.

Ferdinand I^{er} confirma l'exemption de fait par un acte de 1559¹⁵¹. Maximilien II fit de même en 1566. Par contre, les Confédérés négligèrent de demander une nouvelle confirmation à l'avènement de Rodolphe II, en 1576. Oechsli dit que le lien des cantons et de leurs alliés avec le Reich était devenu, à ce moment, « *eine blosse Form ohne Inhalt* »¹⁵². Néanmoins, en 1597 et en 1601 Bâle, puis encore Zurich en 1607, demandèrent une nouvelle garantie ; mais Berne jugea cette formalité inutile, puisqu'on était souverain et que l'on ne dépendait plus de l'Empire (*da man die Herrlichkeit von selbst habe und keineswegs vom römischen Reiche abhänge*). Zurich réitéra sa demande en 1612, à l'avènement de l'empereur Mathias, mais sans plus de succès.

Saint-Gall, au contraire, en 1631 et en 1637, fit renouveler ses franchises par Ferdinand II et par Ferdinand III, suivant en cela l'exemple de Schaffouse, qui l'avait fait en 1627. Ce furent surtout les princes ecclésiastiques qui tenaient fermement à conserver un lien théorique (*ideellen Verbande*) avec l'empire. Nous avons vu l'évêque H. Jost le faire à deux reprises (1624 et 1627) et invoquer encore l'empereur en 1629¹⁵³. L'évêque de Coire en fit autant en 1640, et participa même à une diète impériale après un siècle d'abstention. Mais cela n'eut pas de conséquences, ajoute Oechsli, car ces princes avaient déjà perdu leur pouvoir temporel au profit de leurs anciens sujets.

Au moment où la guerre de Trente Ans éclata, la puissance de l'empereur se réveilla et ses autorités élevèrent des prétentions sur la Suisse. Mulhouse, en 1624 et Bâle, en 1628, furent menacées par le tribunal d'empire. En 1640, Bâle, Schaffouse et St-Gall furent même convoqués au *Reichstag*¹⁵⁴. Quand s'ouvrirent les congrès de la paix, à Münster et à Osnabrück, Bâle insista pour être soustraite définitivement à la juridiction des tribunaux de Spire, qui citaient ses ressortissants et accablaient sans pitié ses

¹⁵⁰ Oechsli, *op. cit.*, p. 188 sqq.

¹⁵¹ *Ibidem*, p. 192 sqq.

¹⁵² *Ibidem*, p. 193.

¹⁵³ *Ibidem*, p. 194.

¹⁵⁴ *Ibidem*, p. 195.

marchands de séquestres injustifiés¹⁵⁵. Mais comment la Confédération, qui s'était tenue à l'écart des hostilités, pouvait-elle intervenir dans les négociations ?

En novembre 1645, les cantons s'adressèrent au duc de Longueville, prince de Neuchâtel et représentant de la France au congrès. Celui-ci laissa entendre qu'il valait mieux que la Confédération envoyât sa propre délégation. Les cantons catholiques étaient tout à fait opposés à une « mesure aussi coûteuse », et ils se flattaient que l'empereur Ferdinand III ferait bien le nécessaire. Les cantons protestants décidèrent d'envoyer une personnalité que Bâle désignerait. Le 28 novembre 1646, le conseil de cette ville désigna le bourgmestre Jean-Rodolphe Wettstein (1594-1666), zuricois de lointaine origine, homme doué d'éminentes qualités. On lui donna pour instructions de faire reconnaître par les plénipotentiaires de la France et de l'empire l'ancienne liberté helvétique (*Exemtions freiheit*) et de faire mettre la Confédération au bénéfice de la paix générale.

Wettstein descendit le Rhin en 1646 et déploya une grande activité au congrès, tant à Münster (où se trouvaient les ambassadeurs de France, de Suède, etc.) qu'à Osnabrück où siégeaient les princes allemands. Rapidement, il gagna la confiance du prince de Longueville et des représentants de l'empereur, notamment du comte Maximilien de Trautmannsdorf et du président de la Chambre d'Innsbruck, le Dr Isaac Volmar. Le bourgmestre n'avait reçu mandat que de la part des villes évangéliques ; pourtant, on le considéra, en Westphalie, comme le porte-parole de la Confédération tout entière. Il est vrai que l'on finit par arracher le consentement des autres cantons (« *Favorschreiben der dreizehn und zugewandten Orte* »), mais on n'obtint pas la signature de Glaris et de Zoug ; les seuls alliés qui s'y rangèrent furent St-Gall et Bienne ; cela faisait 11 cantons et deux alliés, soit 13 unités, ce qui permit d'utiliser l'artifice de langage : « *dreizehn und zugewandten Orte* »¹⁵⁶.

L'empereur Ferdinand avait donné ordre de prévenir toute influence française et d'éviter que les Confédérés ne fussent redevables au roi de France seul de leur indépendance de l'empire. F. Gallati¹⁵⁷ a fait ressortir la difficulté de ce projet : la constitution impériale ne permettait pas à Ferdinand III de trancher le différend entre Bâle et le tribunal de Spire sans consulter les Etats de l'empire. Or, les princes-électeurs hésitaient fort à accorder

¹⁵⁵ Sur tout cet exposé historique, cf. Dierauer, *Histoire de la Confédération suisse...*, traduction A. Raymond, T. III, p. 646 sqq. et *Dictionnaire historique et biographique*, op. cit., article *Westphalie*.

¹⁵⁶ Oechsli, op. cit., p. 195 sqq.

¹⁵⁷ Frieda Gallati, *Die Eidgenossenschaft und der Kaiserhof zur Zeit Ferdinands II. und Ferdinands III., Geschichte der formellen Lostrennung der Schweiz vom Deutschen Reiche im Westfälischen Frieden*, Zurich et Leipzig 1932, p. 177, p. 186 et p. 189.

l'exemption à la Confédération. Voilà pourquoi les intrigues du tribunal et des Etats d'empire contrecarrèrent tant les travaux de Wettstein. Dans de telles circonstances, dit encore le même auteur, la parole n'était pas au droit pur, mais bien à la politique : de toutes parts, on voulait se concilier l'amitié des Suisses. Mais il fallait ménager les susceptibilités des princes allemands.

Un premier projet d'article, celui du plénipotentiaire français¹⁵⁸, libérait du tribunal d'empire chaque membre du corps helvétique entier, chacun de ses citoyens, de ses sujets et clients. Un autre projet, sur lequel s'étaient entendus les plénipotentiaires impériaux, français et suédois (*clausula absoluta* ou *assurance*) mettait fin aux procès contre les XIII cantons et contre leurs alliés.

Mais le 8 novembre 1647 au matin, Volmar remit à Wettstein un décret impérial, antidaté du 16 mai 1647 (du 14 selon le traité de paix définitif), dans lequel Ferdinand III déclarait que la ville de Bâle et les autres cantons suisses étaient en possession d'une complète liberté et exemption de l'empire et ne pouvaient en aucune manière être soumis à ses tribunaux (*praedictam Civitatem Basileam caeterosque Helvetiorum Cantones in possessione vel quasi plenae libertatis et exemptionis ab Imperio esse ac nullatenus ejusdem Imperii dicasteriis et judiciis subjectos*). Ainsi, à la différence des Etats d'Empire du 18 février 47, qui n'osaient affirmer la souveraineté formelle de la Confédération, l'empereur avait décidé, dès le 9 septembre 47, en conseil secret, à Pilsen, de faire triompher l'esprit sur la lettre morte. Telle était bien la politique réaliste de la maison d'Autriche. Il fit antidater le projet, rédigé les 19 et 20 octobre à Prague, pour faire croire que le décret avait été pris avant la remise du projet français. Au surplus, on expliqua franchement à Wettstein le but de cette manœuvre¹⁵⁹.

Telle fut la déclaration qui, selon l'opinion générale, proclama la séparation formelle et définitive entre la Confédération et l'Empire allemand et éleva la Suisse au rang d'Etat libre et souverain (*clausula remissoria*).

Avant que le décret n'eût été rédigé, Wettstein avait obtenu des délégués français, suédois et impériaux la promesse écrite que la séparation de la Suisse et de l'Empire ferait l'objet, dans le prochain traité de paix, d'un article se référant à la déclaration impériale. En décembre 1647, avant la clôture du congrès, Wettstein fut rappelé en Suisse. Son remplaçant, Valentin Heider, eut encore à surmonter, avec l'appui des représentants de la France et de l'empereur, l'opposition des Etats d'empire, dirigée par l'électeur de Mayence, qui n'entendait consentir à la requête des cantons que moyennant certaines conditions.

Les cantons évangéliques, réunis à Aarau, manifestèrent leur

¹⁵⁸ Oechsli, *op. cit.*, p. 196 sqq.

¹⁵⁹ F. Gallati, *op. cit.*, p. 241 sqq.

vive reconnaissance à Wettstein et les quatre villes se partagèrent les frais. Les autres cantons furent informés du succès de l'ambassade et ce fut alors seulement, en réalité, que les cantons catholiques approuvèrent la déclaration de leur indépendance : réunis à Soleure, en février 1648, pour saluer, avec les cantons protestants, le nouvel ambassadeur français de La Barde, ils finirent par charger Wettstein, eux aussi, d'une lettre de remerciement à l'adresse de Ferdinand III ¹⁶⁰.

Ce dernier pensait remettre aux Suisses sa déclaration sur un document en simple papier, muni d'un petit sceau, et taxé 2200 florins ; cet acte du 21 décembre 1647 cassait tous les procès en cours et devait être inséré dans le traité de paix. Mais les Suisses ne s'en contentèrent point. Quant à Ferdinand III, il ne voulut jamais le corriger : la séparation de la Confédération et de l'Empire a donc été sanctionnée uniquement par le décret impérial du 16 (ou 14) mai 1647, mais surtout par l'article VI de la paix de Westphalie ¹⁶¹.

Non sans peine, Heider obtint, le 29 juillet 1648, que le principe de la séparation, tel qu'il avait été convenu avec Volmar en 1647, formerait l'article VI de la paix de Westphalie. Le 29 juillet (8 août du nouveau calendrier) 1648, dans l'hôtel de l'ambassade de Suède, l'instrument qui contenait la *clausula remissoria*, c'est-à-dire l'article VI de l'acte d'Osnabrück et l'article 61 de la paix de Münster, fut lu et reconnu exact par les plénipotentiaires suédois et impériaux qui jurèrent le texte à main levée (*stipulata manu*). Toutefois, la Suède refusa d'apposer sa signature tant que la paix ne serait pas conclue entre la France et l'empire. Le 14 octobre (le 24 selon le nouveau calendrier) 1648, à Münster, la paix fut enfin signée. Le dimanche 15 octobre, les catholiques firent retentir le Te Deum et les évangéliques entendirent un prêche à la résidence d'Oxenstiern. Le Dr Heider put écrire à Wettstein que la clause d'exemption, insérée dans le traité, valait plus de 10.000 florins ¹⁶².

On le voit, les cantons protestants ont eu le beau rôle dans cette réussite diplomatique. F. Gallati fait bien sentir qu'ils se montrèrent magnanimes envers leurs frères séparés en ne les laissant pas à l'écart de la paix de Westphalie ¹⁶³ ; et pourtant, ces

¹⁶⁰ Dierauer, *op. cit.*, p. 651 sqq.

¹⁶¹ F. Gallati, *op. cit.*, p. 257 sqq. et p. 293 sqq.

¹⁶² von Gonzenbach, *Rückblick auf die Lostrennung der Schweizer. Eidgenossenschaft vom Reichsverband...*, dans *Jahrbuch für schweizer. Geschichte*, 1885, T. X, pp. 218-285. Le texte intégral de l'article de la paix de Westphalie se retrouve chez Heusler, *Schweizer. Verfassungsgeschichte*, *op. cit.*, p. 250.

¹⁶³ F. Gallati, *op. cit.*, p. 250. — L'ambassadeur français de La Barde n'écrivait-il pas, même à cette époque : [les protestants] « ont vénération pour l'empereur comme pour une puissance de laquelle ils ont encore une dépendance volontaire ; ceux de Zurich et de Basle luy sont particulièrement affectionnez » (Rott, *op. cit.*, VI, p. 163, note 1).

derniers se seraient contentés d'une exemption pour les procès à venir et de la libération de Bâle à l'égard des tribunaux d'empire seulement. Loin de nous de contester ces faits. Néanmoins, nous nous demandons s'ils se seraient produits de la même façon quelques dix ans plus tôt : nous avons vu, pour le Valais, combien les Réformés tenaient à leur appartenance à l'empire, afin de jouir de la paix confessionnelle qui y régna jusqu'en 1618. Depuis la guerre de Trente Ans, l'empereur avait nettement pris parti pour le catholicisme. Il était assez naturel que les cantons évangéliques tinsent à rompre toute relation avec l'empire et il n'était guère dans l'intérêt des cantons catholiques de mécontenter l'empereur. Lorsqu'ils virent que la politique de ce dernier concordait avec les intérêts de la Confédération, ils cessèrent toute résistance.

* * *

Le décret impérial de 1647 et la paix de Westphalie ont-ils libéré la Confédération suisse du Saint-Empire au moyen d'une formule juridique parfaitement satisfaisante ? Ce problème a été discuté. En tout cas, la volonté des hommes qui participèrent à la rédaction de ces textes paraît suffisamment nette.

Comme l'a dit von Jan ¹⁶⁴, Wettstein, au cours des négociations, s'est bien gardé de fonder les prétentions de Bâle sur la possession d'anciens privilèges impériaux. Il posa la question sur un autre plan : « Il est universellement connu, soutint-il, que la Confédération est un Etat libre (*freyer Stand*) ¹⁶⁵ qui, après Dieu, ne dépend que de soi-même, a fait la guerre et conclu des alliances... C'est un Etat libre, séparé de l'Empire (*separirt*) ... qui subsiste par soi-même (*für sich selbst bestehend*) et ne connaît d'autre juge que soi (*keinen richter als sich selbst erkennt*). La Confédération est en possession immémoriale de sa souveraineté (... *Souveraineté in unfürdenklichen ruhigen Possess geblieben*) et elle est bien décidée à la préserver de toute atteinte avec la grâce de Dieu. »

Si Wettstein évoqua quand même un privilège de l'empereur Sigismond, confirmé par Frédéric III en 1452, ce ne fut que pour établir le point de départ de la possession de la liberté et non pour faire montre de privilèges impériaux. Quant au bourgmestre Ziegler de Schaffouse, il avait établi en droit, de son côté, que la cour de Spire, créée pour l'Empire, ne l'avait point été pour la Confédération ¹⁶⁶.

Ce que Wettstein demandait à l'empereur de reconnaître, c'était en somme ce que nous appellerions le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à s'ériger en Etats indépendants. La France ap-

¹⁶⁴ von Jan, *op. cit.*, II, p. 213.

¹⁶⁵ *Ibidem*, I, p. 222 sqq.

¹⁶⁶ F. Gallati, *op. cit.*, p. 175 sqq.

puyait justement cette revendication et Ferdinand III, qui tenait à obliger les Suisses, n'a certainement pas voulu contredire la thèse du bourgmestre de Bâle. Mais l'attitude rétive des princes allemands le contraignit-elle à restreindre sa concession ?

On serait fondé à penser, en lisant le texte de la déclaration impériale, écrit Heusler¹⁶⁷, que l'indépendance absolue de la Suisse à l'égard du Saint-Empire, que sa libération définitive étaient prononcées et reconnues, aussi clairement que possible. Néanmoins, la Chambre impériale continua à tergiverser, et l'empereur dut y couper court. L'affaire semblait liquidée, lorsque des publicistes et des théoriciens du droit public portèrent les débats sur le plan doctrinal. Au début du XIX^e siècle encore, von Jan, en trois volumes qui ne sont pas écrits sans perspicacité (*Scharfsinn*), tenta de démontrer l'appartenance de la Suisse au Saint-Empire. On déploya une subtilité toute scolastique, mais on se heurta toujours à la réalité. Du texte : *in possessione vel quasi plenae libertatis*, on a voulu déduire avec subtilité que la Suisse n'était pas en pleine possession de sa souveraineté, mais seulement « en quelque sorte ». Pourtant, tout juriste qui connaît tant soit peu ses Pandectes saura dire que la *possessio vel quasi* (nous disons aujourd'hui *quasi possessio*), a la même portée que le terme de possession tout court appliquée aux choses corporelles¹⁶⁸. On a soutenu encore que la Suisse n'avait obtenu garantie que pour la possession de sa liberté, provisoirement, et que la question de droit n'avait pas été tranchée. Mais, continue Heusler, il faut bien admettre que l'on a voulu reconnaître une possession séculaire et l'ériger en état de droit : tel fut le point de vue des puissances¹⁶⁹.

Enfin, on a voulu distinguer entre une libération absolue et

¹⁶⁷ Heusler, *Verfassungsgeschichte*, *op. cit.*, p. 250 sqq.

¹⁶⁸ Le texte de Heusler laisserait supposer que von Jan ait étayé sa thèse au moyen de cet argument. Tel n'est pas le cas (cf. von Jan, II, p. 171). Ce texte avait donné lieu de bonne heure à des controverses : le 26 novembre 1648, l'ambassadeur français en Suisse, de La Barde, prétendit « que les Suisses eussent bien voulu que, dans l'article qui concerne ceux de Bâle, où il est dit que les cantons sont *in possessione vel quasi plenae libertatis et exemptionis ab Imperio*, le mot *vel quasi* n'eût point été mis, comme diminuant leur entière indépendance de l'empire » (Rott, *op. cit.*, VI, p. 158, note 1). Mais Wettstein fit rédiger un mémoire juridique par le professeur Fäsch de Bâle et par le greffier Burckhardt sur les mots *in possessione vel quasi* (cf. F. Gallati, *op. cit.*, p. 307 sqq.). Le terme *possessio* ne s'applique, en latin, qu'à la détention d'objets matériels. Lorsqu'il s'agit d'une chose incorporelle, comme la liberté, on ne peut employer qu'un terme analogue à *possessio* et l'analogie est marquée par les termes *vel quasi* (cf. encore K. Stehlin, dans *Anzeiger f. schweizer. Geschichte*, Jahrg. 48, N F., Bd. 15, p. 35, et la mise au point de M. K. Müller, *Die Exemption der Eidgenossenschaft 1648...*, dans *Etudes suisses d'histoire générale*, Aarau 1946, T. 4, pp. 216-221).

¹⁶⁹ C'est en effet la thèse de von Jan (cf. par exemple II, p. 52 sqq., 148, 152 sqq., 213, 266 et I p. 329), en opposition radicale avec la thèse des auteurs suisses (Beck, Mitz) et de la grande majorité des auteurs allemands eux-mêmes (Moser, etc.). (Cf. II, p. 241 sqq. et p. 174).

relative et ne mettre la Suisse qu'au bénéfice de la seconde. C'est la thèse capitale de von Jan¹⁷⁰. Heusler repousse cette subtilité

¹⁷⁰ La conclusion définitive de von Jan (II, p. 358) est que la Suisse était encore, à la fin du XVIII^e siècle, une partie intégrante (*integrirender Theil*) du Saint-Empire romain; toutefois, la plupart des pays qui la composaient avaient acquis un haut degré de liberté (*Staats-Freyheit*) et s'étaient ainsi soustraits à la domination de l'empire au sens étroit du terme. Von Jan distingue, en effet, la souveraineté totale, devant le droit des gens, et l'exemption. Par définition, selon lui, la première ne peut appartenir qu'à l'empereur (cf. II, p. 3 sqq. et p. 247 sqq.), car lui seul ne reconnaît aucun supérieur. L'exemption, par contre, consistait simplement à ne plus dépendre de l'Empire au point de vue constitutionnel. La « liberté » des Suisses n'était rien d'autre que cette demi-souveraineté dite exemption (*ibidem*, p. 38 et p. 44 sqq. et I, p. 318, III, p. 342 sqq.). La Suisse est restée alliée (*Verwandt*) de l'Empire (II, p. 77). La « souveraineté » reconnue à la Confédération était donc un terme équivoque, équivalant à exemption (cf. II, p. 78 sqq., p. 90 sqq. et 126), (*contra* K. Müller, *op. cit.*, p. 228).

Peut-être faut-il concéder à von Jan que Ferdinand III, à cause de la résistance des princes allemands, n'a pu utiliser une formule indiscutable. Et n'eût-il point été éminemment diplomatique de se ménager une porte de sortie, pour le cas de retour à meilleure fortune? La Suisse et les puissances se montraient satisfaites de la déclaration, et la politique du moment n'en demandait pas plus. Nous ne savons si les interprétations de von Jan sont compatibles avec le droit public de l'Empire. Mais si les destinées de ce dernier avaient été autres, il n'est pas exclu que l'on aurait évoqué la façon de voir de cet auteur. On peut s'en convaincre en lisant l'ouvrage de F. Kopp et E. Schulte, « *Der Westfälische Frieden...* », paru à Munich, à une date significative (1940): l'ombre de von Jan y est évoquée; on y rappelle (p. 150) une citation de Frédéric le Grand, qu'il donne au T. II, p. 193: ce roi de Prusse, dans l'*Histoire de son temps*, parle de la « Suisse, cette république singulière, annexée, pour ainsi dire, au corps germanique, en quelque manière libre... ». Schulte (p. 141 sqq.) tire surtout argument du fait que Wettstein n'était pas mandaté par les cantons catholiques, mais par une minorité de cinq cantons et demi contre sept et demi, et qu'il a obtenu plus que ne comportaient ses instructions; la Suisse a donc rompu avec l'Empire de façon unilatérale et anticonstitutionnelle et, de plus, Ferdinand III a violé la constitution impériale en libérant spontanément la Confédération, dans le seul but d'éliminer les cantons protestants de l'Empire.

Von Jan (II, p. 150 sqq.) a subtilisé sur le terme *ab imperio*: Empire, dit-il, doit être pris, comme partout où il est question d'exemption, dans le sens étroit et non dans celui de « corps des Etats allemands ». Si l'on avait voulu libérer la Suisse de ce corps, la déclaration de 1648 aurait dû revêtir une tout autre forme: il aurait fallu libérer les Confédérés non seulement de l'Empire, mais encore de la souveraineté de l'empereur (*nicht nur für frey vom Reich, sondern auch von der Hoheit des Kaisers...*); von Jan croit pouvoir démontrer que la Suisse n'a certainement pas bénéficié d'une déclaration comparable à celle qui aliénait les Provinces-Unies des Pays-Bas (II, p. 165). K. Müller, *op. cit.*, p. 224, a bien montré d'où provenait cette différence de traitement: l'argumentation de Wettstein supposait acquise la souveraineté de la Suisse, et en déduisait la liberté à l'égard des tribunaux d'Empire. Voilà pourquoi la souveraineté ne fut pas directement en cause dans l'article qui concernait les cantons. Wettstein n'a pas demandé sa reconnaissance formelle. — Von Jan tire encore parti de déclarations de l'empereur ou des Suisses eux-mêmes (cf. II, p. 179 sqq., 196, 272, etc.).

Si la Confédération n'avait attendu son salut que de la bonne volonté de l'empereur ou des princes d'Empire, c'est-à-dire de leurs juristes, elle aurait bien pu ne jamais se dépêtrer des liens qui l'avaient unie à l'Empire. Wettstein a eu raison de faire valoir l'indépendance acquise en fait par les cantons, de façon unilatérale. Von Jan peut bien parler d'usurpation (II, p. 261 sqq.), ceci est une question qui ne relève plus du droit positif.



Ex-libris de la Ville de Sion par Wolfgang Kilian, vers 1670.

Les armes de l'Empire surmontent deux écus aux armes de la Ville de Sion (cf. A. Comtesse, *Annales Valaisannes*, 1927, pp. 112 sqq. et fig. 56, et L. Imhoff, *ibid.*, 1942, pp. 559 sqq. avec fig.).

aux contours imprécis : la Suisse, dit-il, aurait dû être mise au rang des membres d'honneur de l'empire, comme l'archevêque de Besançon, l'évêque de Coire, qui siégeaient théoriquement à la diète d'empire, alors que leurs territoires, depuis bien longtemps, avaient été aliénés de l'empire. En fait, la Suisse n'avait plus rien à voir avec l'empire et il faut en rester là : la paix de Westphalie a prononcé l'absolue indépendance de la Suisse vis-à-vis du Saint-Empire, ce dont la Suisse n'a jamais douté un seul instant. Même les cantons catholiques s'en sont réjouis¹⁷¹.

* * *

Le texte de 1647, inséré dans la paix de Westphalie en 1648, pose un problème plus important et qui intéresse le Valais : les associés et les alliés des cantons suisses (*Zugewandte und Verwandte Orte*) sont-ils aussi inclus dans la déclaration d'indépendance de la Confédération à l'endroit du Saint-Empire ?

Wettstein, on le sait, avait demandé expressément l'insertion de Bâle, des autres cantons *et des alliés*, en particulier de la ville de St-Gall, dans le décret impérial¹⁷². Rott précise¹⁷³ que la ferme volonté de Wettstein était d'assurer la « réservation dans le traité de paix non seulement des cités évangéliques mais des états catholiques, des Liges Grises et du Valais, de St-Gall, de Mulhouse, de Genève et de Neuchâtel ». Nous avons vu que les premiers projets mentionnaient visiblement les alliés des cantons. Pourquoi l'acte définitif n'en fait-il point mention ?

Ce ne fut point la faute de Wettstein. Volmar lui avait laissé penser qu'il suffirait de ne point exiger l'exemption de Mulhouse et que l'exemption des autres alliés serait acquise. Mais Volmar se trompait¹⁷⁴ : les Etats catholiques allemands ne voulaient pas que Rottweil et autres lieux fussent exemptés du tribunal d'Empire. A la place de l'assurance ou *clausula absoluta* projetée, la cour de Vienne dut s'en tenir à la *clausula remissoria*, qui fut insérée dans la paix de Westphalie. Ce texte présentait l'avantage, sur les précédents, de libérer la Suisse non seulement de la juridiction des tribunaux d'empire, mais bien de l'empire lui-même¹⁷⁵. Son inconvénient était de ne faire aucune mention des alliés. Volontairement, nous dit F. Gallati¹⁷⁶, on ne mentionna pas les

¹⁷¹ Les devoirs que la Confédération conservait à l'égard de l'Empire, d'après von Jan (II, p. 295 sqq.), étaient aussi réduits que vagues : fidélité, dévotion, respect, attachement, etc.

¹⁷² F. Gallati, *op. cit.*, pp. 218 et 244.

¹⁷³ Rott, *op. cit.*, VI, p. 148.

¹⁷⁴ F. Gallati, *op. cit.*, p. 242.

¹⁷⁵ Oechsli, *op. cit.*, p. 195 sqq.

¹⁷⁶ F. Gallati, *op. cit.*, p. 242. Le comte Maximilien de Trautmannsdorf était originaire de Steiermark. Elevé dans le protestantisme, il s'était converti et était

alliés (*Anverwandten*), par crainte des Etats catholiques. Trautmannsdorf veilla expressément à biffer le terme dans le projet original (*jussit omitti*).

Wettstein, nous dit Oechsli¹⁷⁷, comprit le défaut du texte lorsqu'il demanda à l'empereur d'inclure la ville de Bâle, avec toute la Confédération (*sampt gemeiner Eydtgnossschaft*), y compris la ville de St-Gall, dans le diplôme définitif. Malgré son insistance, les alliés, déjà passés sous silence dans le décret impérial, ne devaient être mentionnés ni dans le diplôme ni dans les traités de paix. St-Gall en tira même argument plus tard pour ne pas contribuer aux frais occasionnés par la mission de Wettstein¹⁷⁸.

Von Jan se devait d'étudier tout spécialement le cas épineux des alliés de la Confédération¹⁷⁹. En tout état de cause, ils ne peuvent avoir obtenu plus que les cantons : ils jouiront donc éventuellement de l'exemption (*Exemptions Freyheit*), c'est-à-dire d'une demi-souveraineté, dans le sens que notre auteur accorde à ce terme¹⁸⁰. Le simple fait de leur alliance avec les cantons n'a pas pu les libérer de l'empire : le cas de Rottweil en fournit la preuve.

Ensuite, von Jan ne manque pas de soulever les deux objections inévitables : 1) Wettstein n'a pas été mandaté par les alliés : et même lorsque St-Gall et Bienne ont prétendu, dans la suite, à leur inclusion, l'abbé de St-Gall a protesté contre leur démarche. — 2) L'empereur a fait biffer expressément du projet les mots « *und deren Anverwandte* »¹⁸¹. Les alliés n'ont donc pas fait l'objet des décisions du congrès et l'article relatif à la Suisse n'en fait pas mention. On a dit, toutefois, que Wettstein avait agi au nom des confédérés des cantons, donc aussi de tous les pays sis à l'intérieur de la Suisse ; que le décret impérial du 16 mai 1647 se référait à la demande du bourgmestre et parlait de toute la Suisse (*universae Helvetiae*), de ses citoyens et de ses sujets (*cives et subditos*) et que, par conséquent, les alliés bénéficiaient aussi de la pleine liberté et exemption de l'Empire. Mais von Jan répond que les termes *universa Helvetia*, selon l'interprétation des Suisses mêmes, ne désigne que la Confédération des XIII cantons ; il cite à l'appui de sa thèse Göbel et Grotius (*de Jure belli ac Pacis*,

parvenu au rang de président du conseil secret. Peu embarrassé de scrupules religieux, il fut envoyé à Münster et à Osnabrück, en qualité de plénipotentiaire et Oxenstiern dit qu'il fut l'âme du congrès. — Volmar était aussi un luthérien, converti en 1629 ; il était docteur en droit, conseiller secret et président de la Chambre impériale d'Innsbruck (cf. von Gonzenbach, *op. cit.*, p. 242 et 248).

¹⁷⁷ Oechsli, *op. cit.*, p. 198.

¹⁷⁸ F. Gallati, *op. cit.*, p. 255 sqq. et p. 346.

¹⁷⁹ von Jan, *op. cit.*, II, p. 297 sqq.

¹⁸⁰ Cf. ci-dessus, note 170 et von Jan, II, p. 308 sqq.

¹⁸¹ von Jan, *op. cit.*, II, p. 320 sqq.

L. 2, C. 16, 12, p. 13) qui sont de son avis¹⁸². Il montre encore ailleurs que le terme *Helvetia* n'était nullement une expression géographique dépassant les XIII cantons¹⁸³, et que le qualificatif *universa*, qui rend le terme allemand *gemein* n'y ajoute rien. L'expression *cives et subditi*, ne peut s'appliquer aux alliés, qui ne devenaient ni citoyens ni sujets des cantons par le fait de leur alliance¹⁸⁴; et les mots *caeteri Cantones* désignent les XII cantons par opposition à Bâle¹⁸⁵.

Von Jan, qui interprète strictement le traité de 1648, avec raison pensons-nous, n'ignore point que les Suisses, au XVIII^e siècle, devinrent plus « arrogants »¹⁸⁶ et soutinrent la souveraineté absolue des cantons et de leurs alliés en jouant sur les fameux mots *universa Helvetia*, et en prétendant que tout le territoire suisse était englobé dans la paix de Westphalie. Notre auteur reproche même à l'empire de n'avoir pas réagi et au théoricien allemand J. J. Moser, d'avoir admis la thèse des cantons. Il reconnaît qu'en fait, sinon en droit, la Confédération et ses alliés avaient acquis toute la liberté possible (*eine idealische Freyheit*) et poussaient l'insolence jusqu'à laisser entendre qu'on attendait de pied ferme les prétentions éventuelles de l'Empire ! Tel fut le résultat de la politique familiale de l'Autriche¹⁸⁷.

Von Jan reconnaît encore que l'Allemagne a traité maintes fois ces alliés comme les XIII cantons¹⁸⁸, qu'elle n'a exigé aucune contribution de leur part, qu'elle leur a accordé le titre de « *Besonders Liebe* », en 1688, qu'elle n'intervint pas dans leurs affaires internes et respecta leur neutralité. Mais ces faits qui, selon notre auteur, ne prouvent aucunement la souveraineté absolue des cantons, ne sauraient établir davantage celle de leurs alliés. L'empire n'a aucunement perdu ses droits à leur égard, bien qu'il n'ait pas voulu troubler la paix pour les faire respecter. Et ces droits sont les mêmes que ceux des cantons¹⁸⁹.

Parmi les alliés, qui ont obtenu une complète liberté d'exemption, comme les cantons, von Jan mentionne en tout premier lieu le pays du Valais¹⁹⁰. Nous reviendrons sur ce point. Voyons plu-

¹⁸² von Jan, *op. cit.*, p. 323. Grotius écrit : « *Atque igitur hodie quoque Genova urbs pro Imperii parte est habenda. Idem propter eandem rationem de reliquis Helvetiorum sociis, ut Rhaetis aliisque dicendum est.* »

¹⁸³ von Jan, *op. cit.*, II, p. 103 sqq. et p. 137.

¹⁸⁴ *Ibidem*, p. 140.

¹⁸⁵ *Ibidem*, p. 146 sqq.

¹⁸⁶ *Ibidem*, I, p. 316 sqq.

¹⁸⁷ *Ibidem*, p. 327 sqq.

¹⁸⁸ *Ibidem*, II, p. 323 sqq.

¹⁸⁹ *Ibidem*, p. 326 sqq. — Cf. ci-dessus, note 171. — Sur le titre « *Besonders Liebe* », cf. F. Gallati, *op. cit.*, p. 350.

¹⁹⁰ *Ibidem*, I, p. 352 et p. 388.

tôt comment l'on interpréta le traité de Westphalie à propos de l'inclusion des alliés.

Les intérêts propres de l'Autriche, nous dit Oechsli¹⁹¹, retinrent l'empereur de mettre en doute l'exemption des alliés. Comme les Etats de l'Empire hésitaient à admettre la libération sans conditions de la Suisse, Ferdinand III interpréta lui-même l'article de 1648, dans une lettre de 1651, adressée à l'électeur de Mayence, où il déclarait que tout le corps de la Confédération était au bénéfice de l'exemption (*die gantze Eydgnosschaft alss ein Corpus zusammen für exempt...*). F. Gallati a soutenu¹⁹² que les expressions *gesämte Aydgnosschaft* ou *gemeine Eydgnosschaft*, dans la terminologie du tribunal d'Empire, ne désignaient que les XII cantons par opposition à Bâle. Néanmoins, concède le même auteur, l'affaire de la Neuveville prouve que le concept territorial de la Confédération était bien une réalité à cette époque, mais que les alliés n'ont pas été nommés dans les actes de 1647 afin que les territoires sis en dehors de ces limites ne pussent invoquer l'exemption. Le conseil d'empire a admis l'exemption de tout le territoire helvétique et l'empereur Léopold I (1658-1705), qui partageait aussi cette façon de voir, arrêta tous les appels auprès du tribunal d'empire.

En 1663, nous apprend Oechsli¹⁹³, Mulhouse fut encore priée de verser sa contribution pour la guerre contre les Turcs et le prince-abbé de St-Gall fut convoqué pour la dernière fois à la diète d'empire. Mais depuis lors, plus personne ne contesta l'exemption des alliés à l'égard de l'Empire. Néanmoins, en 1712, l'abbé de St-Gall fit encore observer, à juste titre, qu'on avait évité intentionnellement de mentionner les alliés en 1648. Comme on tenait à conserver l'appartenance formelle des princes ecclésiastiques à l'empire, ceux-ci continuèrent à demander leur investiture et la confirmation de leurs droits régaliens à l'empereur¹⁹⁴.

* * *

Il faut bien conclure de tout ceci que la position juridique des alliés à l'égard du Saint-Empire n'avait pas été éclaircie par les actes de 1647 et de 1648. Mais en fait, l'exemption de ceux qui se trouvaient dans les limites de l'« Helvétie » ne fut jamais contestée. Qu'en fut-il pour le Valais ?

Von Jan signale que l'alliance de 1715 entre la Confédération et la France, à l'article 36, porte ces mots : « Les cantons suisses et la République de Valais ont réservé (l'autorité du) pape et du

¹⁹¹ Oechsli, *op. cit.*, p. 199 sqq.

¹⁹² F. Gallati, *op. cit.*, p. 346, note 48.

¹⁹³ Oechsli, *op. cit.*, p. 200.

¹⁹⁴ *Ibidem*, p. 198 sqq. et p. 202.

Saint-Empire romain¹⁹⁵. » Mais il écrit ailleurs¹⁹⁶ : « Parmi les pays qui ont obtenu une complète exemption (*volle Exemptions-freyheit*), comme les cantons, il faut citer le pays du Valais : il est bien rarement (*nur selten*) mentionné dans les délibérations de l'empire. Son immédiateté et sa souveraineté (*Unmittelbarkeit und Hoheit*) se fondent sur l'anéantissement des droits de l'évêque du Valais, autrefois seigneur de ce pays. » Il précise encore¹⁹⁷ : « Nous ignorons si l'évêque de Sion ou du Valais a demandé encore récemment la confirmation impériale de son fief et de ses privilèges. Ses anciens droits souverains (*eminenten Rechte*) dans le pays du Valais ont pris fin ; s'il s'intitule encore comte et préfet du pays du Valais, c'est une simple formule (*Formalität*) plutôt que l'indice d'un pouvoir effectif. Il appartient aussi à la liste des évêques que les cantons de Zurich et de Berne, dans une lettre adressée à l'empire le 24 août 1712, désignèrent comme princes purement titulaires de l'empire (*bloße Titular Reichsfürsten*). Bien que cette assertion ne démontre rien, il n'en reste pas moins que dans les récentes délibérations de l'Etat allemand, il n'est pas du tout fait mention de lui (*gar nicht erwehnt*). »

Ces déclarations, émanant d'un défenseur convaincu des droits du Saint-Empire germanique, sont très précieuses à recueillir pour l'indépendance du Valais ! Comme pour la Suisse, von Jan reprochera à notre pays de s'être fait justice à soi-même et d'avoir rompu sans droit ses liens avec l'Empire, et cela, à partir du moment où il a renversé le pouvoir temporel de ses évêques. Comme les Valaisans prétendaient l'avoir fait au moyen âge, pendant leurs guerres de libérations, entre le XIII^e et le XV^e siècles, il est évident que la paix de Westphalie, même si elle s'étendait à eux, ne pouvait que confirmer leur situation acquise.

V. Opinion du Valais sur la paix de Westphalie. Continuation des débats à propos de la « Caroline ».

Comment le Valais a-t-il considéré l'exemption obtenue par les cantons à la paix de Westphalie ? Nous ne connaissons à ce propos aucune déclaration officielle de la Diète : les recès de 1648 sont muets sur ce point. Nous ne devons point trop nous en étonner : d'abord, le Valais était encore partagé entre les tendances calvinistes, propres aux familles aristocratiques, et les aspirations

¹⁹⁵ von Jan, *op. cit.*, II, p. 199.

¹⁹⁶ *Ibidem*, I, p. 352.

¹⁹⁷ *Ibidem*, I, p. 388. — Von Jan cite toujours Norrmann, *Darstellung des Schweizerl. Th.* 4. B. I, pp. 2681, 2689 et 2716. — Notons que l'auteur de cet ouvrage, imprimé à Hambourg, en 1798, soutient que l'évêque de Sion, malgré son titre de prince, n'a, en Allemagne, aucune des prérogatives attachées à ce titre. D'autre part, cet auteur rappelle la participation du Valais aux guerres de Souabe (p. 2682 sqq.).

catholiques du clergé et du peuple. Son principal souci était de garantir sa propre neutralité, et il ne prenait part à la vie des Confédérés qu'avec une extrême réserve. On sait, par exemple, que lors du fameux Défensional de Wil (1647), le Valais et les Grisons furent simplement priés (*ersucht*) de tenir prêtes quelques troupes (*etwas Volk*) en cas de danger pour la patrie commune. Il s'agissait de 1200 hommes pour le Valais¹⁹⁸. Mais ce contingent, pas plus que les 3000 hommes des Liges, n'étaient comptés dans l'armée fédérale. Ceci provient de la volonté même de ces pays qui n'étaient pas garantis suffisamment de réciprocité par les cantons et qui étaient partagés entre deux confessions. Ce n'est qu'en 1674 que le Valais adhéra en quelque sorte au Défensional¹⁹⁹.

D'autre part, les dizains n'avaient donné aucun mandat à Wettstein et nous connaissons suffisamment leurs dispositions pour avancer qu'ils prétendaient avoir rompu avec l'Empire de leur propre autorité. Ils cherchaient uniquement, à cette époque, à se faire reconnaître de toutes parts leur titre de « République ».

La désignation officielle du Valais sous le nom de « République » apparaîtrait depuis la frappe de monnaie de 1628, selon H. Gay²⁰⁰. Depuis 1643, Berne qualifiait volontiers son voisin de « République »²⁰¹. La même année, les dizains protestèrent, parce que Rome les désignait sous le nom de « province » (*Provintz*) et ils exigèrent l'emploi du mot « République » (*Republic*)²⁰². Ce terme causa de sérieux démêlés avec les cantons catholiques : le renouvellement de l'alliance avec ces derniers, nous dit Oechsli, ne put être juré ni en 1645 ni en 1681, car on reprochait au Valais trop de sympathie pour Berne²⁰³. Il fallut les succès définitifs de la Contre-Réforme dans la vallée du Rhône et la crainte de voir les dizains passer entièrement dans l'orbite de Berne pour que les cantons catholiques reconnussent enfin, en 1680, le titre de République du Valais (*der Titul Respublicae*), dans tous les actes écrits et oraux, sans réserve aucune (*ohne Vorbehalt*)²⁰⁴. Les cantons considéraient que l'alliance de 1533 ne pouvait subsister que si l'on ne donnait pas au mot « république » une extension

¹⁹⁸ Oechsli, *op. cit.*, p. 129. — Le Valais envoya au conseil de guerre de Wil (17 au 31 janvier 1647, nouveau calendrier) Balthasar Ambühl, chevalier et colonel, et Gaspard Stockalper, chevalier et colonel, (E. A., V, 2, p. 1409).

¹⁹⁹ Oechsli, *op. cit.*, p. 134 sqq.

²⁰⁰ H. Gay, *Histoire du Vallais*, Genève 1903, p. 209. — En 1555 déjà, la Diète projetait de graver un sceau « au nom de notre République » (de Courten, II, p. 220).

²⁰¹ Oechsli, *Jahrbuch für schweizer. Geschichte*, 1916, T. 41, p. 176 ; cf. *Annales valaisannes*, 1^{re} série, T. III, juillet 1919, p. 170 sqq.

²⁰² de Courten, IV, p. 671.

²⁰³ Oechsli, *loc. cit.*, p. 176 sqq.

²⁰⁴ E. A., VI, 2, p. 21.

capable de porter atteinte aux droits de l'évêque²⁰⁵. La principale résistance émanait en effet du clergé valaisan²⁰⁶, qui défendait ses droits, tandis que les députés entendaient obtenir « reconnaissance de leur libre démocratie pour les 7 dizains et, pour leur état, le titre de République réservant à eux seuls le droit de conclure des alliances » (*die Anerkennung der freien Demokratie ihren 7 Zehnden und ihres Standes als Respublica...*). Le débat se cristallisait régulièrement à propos de la frappe des monnaies : à l'élection d'Adrien III de Riedmatten, la diète de décembre 1642²⁰⁷ déclara que les pièces devraient porter d'un côté : *Adrianus Epus. Sed.*, et de l'autre les sept étoiles et les mots : *Praefectus et comes reipublicae Vallesii*. En mai 1643, la diète renonça au bénéfice résultant de la frappe des monnaies, au profit de l'évêché, mais à condition que les deniers porteraient les mots « *Respublica Vallesii* » ; faute de quoi les dizains frapperaient la monnaie en leur propre nom.

Nous examinerons plus loin, à propos de la paix de Ryswick, jusqu'à quel point la France et l'Empire reconnurent ce titre de République au Valais.

* * *

La chronique du médecin Constantius a Castello, intitulée « *De antiquo et hodierno Excelsae Vallesii Reipublicae statu discursus brevis* » et qui date de 1650 environ²⁰⁸, ne parle pas des actes de 1647 et 1648, mais réfute aussi la donation de Charlemagne, comme un anachronisme (p. 90 sqq.). Quant au titre de comte et préfet, l'auteur déclare ne pas le retrouver avant 1399, bien que le titre de comte appartienne à chaque évêque (p. 119). Où donc Guillaume de Rarogne a-t-il pris ce titre ? Il ne le tient pas de Charlemagne, en tout cas, car les évêques ses prédécesseurs l'auraient porté. Ni de Charles-Quint, qui n'était pas né, ni de lui-même, car il ne l'aurait point osé. Il s'ensuit donc que ce titre vient de la patrie, qui l'en décora !... A Castello soutient encore que le Valais ou les dizains se sont mis sous protection directe de l'aigle romaine bicéphale ou sous l'égide de gouverneurs intermédiaires, qui se rendirent intolérables à l'évêque et aux populations, si bien que l'empereur les supprima. Ce dernier a donc abandonné l'épée et la balance impériales (*ensem et bilancem*) ainsi que le patronage de l'évêché (p. 120). Les dizains mirent fin à l'anarchie menaçante en instituant un préfet pour réaliser leur unité. Depuis le retrait des baillis et des ducs de Zähringen, la République (*respublica*) a été patronne de son évêché et l'a protégé à l'intérieur comme à

²⁰⁵ *Ibidem*, VI, 1, p. 501 : *Der Titel Republik sei mit Vorbehalt der Rechte eines jeden zugestanden.*

²⁰⁶ Cf. de Courten, V, p. 427.

²⁰⁷ *Ibidem*, p. 643.

²⁰⁸ *AV*, L 139.

l'extérieur. Et a Castello pense avoir ainsi réduit à néant toute accusation d'usurpation de la part du Haut pouvoir (*alti dominii*) (p. 147).

Le Chapitre de Sion, tout au contraire, ne croyait point à l'enterrement définitif de la « Caroline ». Il l'invoquait, vers 1735, pour établir son droit de chancellerie²⁰⁹. Ses prétentions, à cette époque, occasionnèrent un vif débat sur lequel nous pensons revenir dans un autre article. Vers 1752, la ville de Sion prit parti pour le Chapitre et fit mine d'accepter ses demandes. Mais les six autres dizains veillaient : ils firent entendre²¹⁰ que deux actes, l'un de 1627 et l'autre de 1634 « attribuent la souveraineté à ce que l'on prétend, uniquement aux sept dizains, sans qu'un Evêque, à cause des renonciations y contenues y puisse aspirer »... « Nos députés (= ceux de Sion) se seroient déclarés que, pour la souveraineté, l'on ne pouvoit la disputer à l'Evêché, non plus au Vénérable Chapitre ». Devant ces difficultés, on décida de revoir les documents : « Et avons recogneu sans peine que l'évêché at (*sic*) de telles prérogatives que l'on ne sauroit mettre en question ny soutenir qu'un évêque n'aye été en tout temps le chef de la Patrie et république de Valley, comme l'on ne peut lui disputer les droits de régalie qui sont attachés à l'évêché... »

Vraiment, les fils n'étaient plus dignes des pères, et la « Caroline » n'allait-elle pas ressusciter pour tout de bon ? L'élection de l'évêque, en 1752, occasionna les plus grandes difficultés entre la Diète et le Chapitre. Heureusement, le Bailli Burgener veillait aux libertés sacrées de la patrie. En 1760, il rédigea un long mémoire destiné à réduire en poussière toutes les nouvelles prétentions du clergé²¹¹. Certains passages de ce document intéressent notre sujet ; mais en général, son argumentation est sophistique ; ainsi, il commence par soutenir que le clergé, par définition, n'a jamais pu détenir le moindre droit temporel !

Burgener reprend l'ancienne thèse des patriotes du XVII^e siècle : si le pays n'a pas libéré l'évêque, s'il n'est pas le supérieur de l'évêque, ce dernier est demeuré vassal de l'empereur : « ... Le mot "préfet" indique par lui-même en quels droits consiste la préfecture : un préfet est un préposé (*ein vorgestelter, oder ein vorgesetzter*). Il faut donc quelqu'un pour le préposer, ce qui signifie qu'il est soumis à un supérieur (*einen oberen*). Son supérieur, ce sont les sept dizains qui, après avoir chassé les princes étrangers, n'ont plus toléré de maître, mais se sont emparés des droits souverains (*souverainischen Rechte*), en vertu desquels ils ont remis parfois (*jeweilen*) le glaive au préfet le jour de son élection, sous les mêmes conditions que Charles-Quint imposa à

²⁰⁹ AT, L, collectanea, vol. 10, No 96.

²¹⁰ ABS, tiroir 27, No 65 (texte en français).

²¹¹ AV, 10-54, carton 61, No 6 et carton 67, fasc. 6, No 2. ABS, tiroir 93, No 171. — Traduction française aux Archives de Rivaz, 11, No 28, p. 1 sqq.

Schiner, c'est-à-dire en se réservant la supériorité et le haut domaine (*Superioritet und der Hohen Herrlichkeit*), sous peine de cent marcs d'or fin pour le fisc impérial. Tout ceci montre à l'évidence (*sonnenklar*) que la souveraineté (*souverainitas*) est restée au sceptre et à la couronne impériale... que la préfecture a été seulement conférée par la remise de l'épée avec la haute, moyenne et basse seigneurie (c'est-à-dire avec prison et potences : *stab und galgen*), comme on le trouve encore dans les titres des livres juridictions et chez certaines familles nobles. Mais ni ce fait, ni la confirmation ne rendent l'évêque membre de l'Etat. L'empereur ne le considère-t-il pas plutôt comme vassal de l'Empire ? »

Ce passage nous permet de conclure que Burgener ne nie pas la dépendance primitive du Valais à l'égard de l'empire, et que l'on n'était pas certain, de son temps, que l'empereur eût bien renoncé à sa suzeraineté sur le prince-évêque de Sion. Mais ceci importait peu, car le pays s'était libéré.

Burgener continue son mémoire en faisant remarquer que les dizains n'ont jamais reconnu à l'évêque la souveraineté, mais seulement un droit de juridiction. Ceci nous montre que notre Bailli a perdu conscience de deux faits : d'abord que l'investiture impériale, dans le Saint-Empire, ne nuisait point, pratiquement, à la création de princes souverains ; ensuite, que les princes territoriaux sont devenus souverains justement parce qu'ils exerçaient la juridiction suprême. Le concept de souveraineté ne s'appliquait pas au moyen âge comme au XVII^e siècle.

« Peut-on bien imaginer, écrit-il, qu'un peuple libre se soit remis volontairement sous la sujétion de l'évêque, après avoir subi si longtemps le poids de l'oppression ? D'après les anciennes chroniques, le Valais fut sous protection (*schutz*) des Romains jusqu'en 430 ; de 430 à 500 sous le joug (*joch*) des Burgondes ou Vandales ; de 526 à 888, sous le royaume franc. De 888 à 1034, de nouveau sous les rois burgondes. De 1034 à 1250, sous les allemands (*Teutschen*). Depuis 1250, le Valais a commencé à jouir de la liberté qui, toutefois, fut interrompue de temps en temps (*unterbrochen*) par des puissances étrangères, principalement par les comtes de Savoie qui furent expulsés enfin en 1475. La souveraineté a passé, avec tous les droits en dérivant, aux sept louables dizains, tandis qu'aux temps antérieurs, elle était réservée aux empereurs. » Et Burgener cite à l'appui les formules des notaires et les réserves en faveur du fisc impérial.

« La paix de Riswick, en 1697, continue-t-il, démontre encore de nos jours que l'empereur n'a pas voulu se départir de la souveraineté de la patrie, car toutes les puissances ont reconnu le pays du Valais pour libre République, tandis que l'empereur ne l'a fait que de cette façon : *Septem desenos seu jurisdictiones Vallesii*. Ces termes « *Jurisdictiones Vallesii* » sont remarquables : l'empereur n'a conféré aux évêques que la juridiction et non pas la souveraineté. Tout concorde donc : l'évêque n'a jamais été sou-

verain seigneur dans le pays ; ce sont les VII dizains qui ont toujours possédé la souveraineté depuis que les princes étrangers furent chassés. C'est pourquoi ils ont fait des alliances et des traités avec le pape, avec l'empereur, avec les rois et les princes, avec les Républiques, tantôt sans l'évêque, tantôt avec l'évêque en tête, comme préfet. Mais ce dernier titre ne le rend pas plus souverain que le Baillif, qui est aussi nommé le premier dans les traités d'alliance. »

Burgener dit encore que les évêques ont bien mérité la disgrâce des dizains, pour avoir trahi le pays et qu'il faut s'en tenir à l'accord de 1636. Une de ses conclusions est que les sept dizains, ayant chassé les princes étrangers, sont devenus les vrais possesseurs de la souveraineté et ont été reconnus tels l'an 1627, par arbitrage de la France, de la Savoie et des cantons catholiques, qui proclamèrent que la souveraine magistrature devait appartenir et rester perpétuellement aux dizains.

Ce texte nous atteste, encore une fois, que le Bailli Burgener ne croyait pas, en plein XVIII^e siècle, à l'existence d'une déclaration de souveraineté du Valais de la part de l'Empereur, alors que tous les autres Etats l'avaient fait. Il n'est pas sans intérêt de savoir comment fut traité le Valais dans la paix de Ryswick (1697).

Notons, tout d'abord, que von Jan n'a pas manqué de tirer parti du texte de ce traité pour en déduire l'appartenance de la Confédération, cantons et alliés, à l'empire au sens large du terme ²¹². Quoi qu'il en soit, Oechsli nous apprend ²¹³ que la Diète fédérale, déjà en 1694, avait demandé à l'empereur, aux rois de France et d'Espagne, de ne pas mentionner dans la paix uniquement les XIII cantons, comme on l'avait fait à Nimègue, mais encore tous les alliés. La Conférence des villes évangéliques formula le même désir auprès de l'Empire, de la Grande-Bretagne, de la Hollande et du Brandebourg. Le traité de Ryswick combla leurs vœux, et l'on sut ainsi clairement quels territoires appartenaient au « Corps Helvétique » aux yeux de l'étranger. Oechsli a reproduit ²¹⁴, d'après Dumont, les textes en question. Nous constatons que, dans le traité passé entre Louis XIV et la Hollande, les Liges Grises furent mentionnées, mais que l'on omit le Valais. La France fit insérer par la suite la *République de Valais*. Il en alla de même dans son traité avec la Grande-Bretagne. Le texte sur lequel s'entendirent Louis XIV et l'empereur Léopold I^{er}, le 30 octobre 1697, porte, au nom de ce dernier et de l'empire : *septemdecim(is) Valesianis*, tandis qu'au nom de sa Majesté le roi de France, nous trouvons : « *Respublica Valesianorum*. » Quant au

²¹² von Jan, *op. cit.*, pp. 182 et 341.

²¹³ Oechsli, *Orte und Zugewandte...*, *op. cit.*, p. 237 sqq.

²¹⁴ *Ibidem*, p. 238 sqq., note 2. Cf. Dierauer, *op. cit.*, IV, p. 166 sqq.

traité passé avec l'Espagne, il ne mentionnerait que les XIII cantons et les III Liges.

Pourquoi l'empereur ne voulut-il pas reconnaître le titre de République au Valais ? Sans doute le fit-il par égard pour le prince-évêque. Rott affirme que « la réservation autrichienne... assignait au Valais un rang très inférieur à celui que ce pays occupait dans le concert des Etats Confédérés : il semble qu'on voudrait faire passer (les Valaisans) pour membres de l'Empire, dont la conséquence seroit pernicieuse²¹⁵ ». Toutefois, le même auteur souligne, un peu plus loin, l'existence « d'une lente désaffection à l'égard de l'Autriche dans la vallée du Rhône, comme chez tous les cantons catholiques²¹⁶ ».

Il est donc bien exact, comme l'a dit le Bailli Burgener, que l'empereur n'a pas reconnu le Valais en tant que République. Mais nous ignorons d'après quel texte ce magistrat soutient que Léopold I^{er} a parlé de *septem desenos seu jurisdictiones Vallesii*. Serait-ce un jugement téméraire que de voir dans ce mot *jurisdictiones* une interpolation favorable à la thèse du Bailli ? Quant à prétendre que l'empereur n'avait pas renoncé à sa souveraineté sur le Valais, l'affirmation nous paraît un peu audacieuse.

* * *

Les documents officiels que nous connaissons n'ont donc fait aucun cas de la paix de Westphalie. Par contre, nous avons trouvé une mention de ce traité dans des documents privés ou semi-officiels.

Le premier est une dissertation anonyme²¹⁷ et non datée, mais qui ne peut avoir été écrite, d'après les ouvrages qu'elle cite, avant 1728. Peut-être faut-il y voir une réfutation du mémoire Burgener, en faveur de la thèse du clergé.

Son auteur commence par distinguer la juridiction suprême, qui appartient à l'empereur seul dans l'empire romain germanique, et la juridiction subalterne, qui n'appartient pas seulement aux Electeurs, mais encore aux princes d'empire, aux archevêques et aux évêques, abbés et prévôts. Il est vrai que la Bulle d'Or a considérablement restreint ce pouvoir suprême et l'a communiqué en partie aux Etats d'empire et aux Electeurs, de telle sorte que les Etats d'empire, dans la paix de Worms, en 1521, sont déclarés sujets soumis à l'empereur.

L'évêque de Sion a eu, depuis le temps de S. Théodule, la juridiction subalterne ou territoriale dans tout le comté du Valais, du moins jusqu'à l'établissement de la République. Ce pays fut donc soumis à un régime monarchique. Dès S. Théodule, l'évêque a eu

²¹⁵ Rott, *op. cit.*, IX, p. 629, note 2 (lettre d'Iberville).

²¹⁶ *Ibidem*, p. 640.

²¹⁷ AV, L 153.

le pouvoir suprême après l'empereur, avec les prérogatives royales pour tout le comté, concédé immédiatement à lui et à son Eglise.

Ce pouvoir se prouve encore par la confirmation de la Caroline signée par Charles-Quint : il en résulte clairement que l'évêque de Sion jouit du mère et mixte impère, comme les autres princes de l'empire romain qui, pour leur territoire, jouissent du suprême pouvoir de gouvernement et non seulement de la juridiction (*potestatem summam imperandi et gubernandi et non solum jus dicendi*)... L'évêque a été autrefois souverain, non pas comme l'empereur (*imperialiter*), mais territorialement, en tant que comte et préfet du Valais. Et l'auteur montre que l'évêque n'a jamais cédé, ni de force ni de gré, ce pouvoir souverain. « On ne voit pas davantage, continue-t-il, que les Valaisans aient acquis la liberté et la souveraineté en luttant contre l'empereur, comme l'ont fait les Suisses : car on ne relève pas trace d'une telle guerre. Bien mieux, en 1521, le cardinal Schiner obtint confirmation de la Caroline par Charles-Quint, qui se réserva le droit et la prérogative souveraine, c'est-à-dire impériale, dont il jouissait sur tous les princes d'empire, en tant que chef de l'empire... Si certains évêques se sont réfugiés, comme Schiner, sous la protection de l'empereur, pour se garantir des usurpations de leurs droits, ils n'ont pas mal agi, mais ils ont usé du remède juridique approprié, en recourant à leur supérieur légitime, au protecteur de qui émanaient leurs droits violés. »

Puis l'auteur réfute la théorie selon laquelle nommer un préfet signifie que l'on est au-dessus de ce préfet : les cardinaux sont-ils au-dessus du pape qu'ils élisent et l'empereur est-il soumis aux princes-électeurs ? Et après avoir vanté la constitution valaisanne, il se pose cette dernière objection : « Nos adversaires disent encore que, dans la paix de Westphalie, le Valais a été reconnu et déclaré libre République indépendante de l'empereur. Il s'ensuivrait que l'évêque, vassal de l'empereur, ne serait plus comte ni préfet, si ce n'est de titre. C'est tout le contraire qui est vrai : le comté et la préfecture ont été donnés en dot à l'Eglise de Sion, ou, pour mieux dire, à Dieu ; et l'on sait que ce qui est donné à Dieu ne saurait retourner aux profanes sans un sacrilège. D'autre part, un fief ne peut être perdu qu'en entier : si, par la reconnaissance du Valais comme libre République, l'évêque a perdu son fief impérial, il l'a perdu totalement. Mais alors, comment lui resterait-il un pouvoir judiciaire (*judicia*), un droit de siéger aux diètes et de frapper des monnaies ? Et quand un fief est perdu, il fait retour à son donateur : si donc l'évêque a perdu son fief d'empire, ce fief est retourné à l'empereur et le Valais est de nouveau soumis à l'empire ! »

Citant le Père Schmier ²¹⁸, notre auteur observe que le fief ecclé-

²¹⁸ P. Franciscus Schmier : *Jurisprudentia canonico-civilis... Editio secunda, Salisburgi*, 1729. (Les nombreux emprunts que cette dissertation lui fait sont tirés du tome I, p. 530 sqq.).

siaistique a ceci de propre qu'il ne peut être perdu par la faute du vassal de façon perpétuelle, car le délit d'un membre de l'Eglise ne doit pas nuire à cette dernière. Tel est aussi l'avis du Père Engel ²¹⁹ (*quia delictum personae non debet Ecclesiae nocere*). Un *nota bene* termine cette dissertation : l'évêque n'est pas préfet *pro imperatore*, comme nos gouverneurs le sont *pro statu* ; mais il est préfet *ab imperatore*.

Nous constatons que la Caroline vit encore, au XVIII^e siècle, dans l'esprit du clergé. L'idée de cette dissertation est que l'évêque a reçu véritablement tous les droits souverains des princes d'empire qui se sont extrêmement émancipés depuis 1356. Bien que fort théorique, la prérogative de l'empereur n'est pas contestée. Comme au XVII^e siècle, on a perdu complètement le souvenir des guerres de Souabe et l'on nie catégoriquement que les Valaisans se soient libérés de l'empire et de la souveraineté épiscopale. On admet toutefois, sans en examiner le bien-fondé, que la République a été proclamée, ce qui a mis fin à la monarchie épiscopale. On ne critique point cet acte unilatéral des Valaisans, mais on le déclare sacrilège indirectement, en soutenant que l'empereur, lors de la paix de Westphalie, n'aurait pu reconnaître la République sans porter atteinte aux droits de l'Eglise de Sion, à laquelle Charlemagne avait donné le comté du Valais. D'autre part, les faits montrent que l'évêque n'a pas perdu tous ses droits seigneuriaux, et s'il avait perdu son fief, en vertu du droit féodal, le Valais aurait simplement fait retour à l'empereur, qui aurait pu en disposer à son gré !

Comme nous l'avons dit à propos de la Confédération, ce ne sont pas les juristes qui auraient libéré notre pays de l'Empire. Heureusement pour le Valais, il se trouvait, même dans le Clergé de l'époque, des personnages qui soutenaient la thèse de l'indépendance du Valais vis-à-vis de l'Empire, tout en affirmant le maintien des prérogatives de l'évêque. Tel fut le cas de l'abbé de St-Maurice Jean-Georges Schiner, qui écrivit une dissertation en 1778 ²²⁰. Mais il faut bien dire que ses thèses ne sont pas toujours indiscutables et le chanoine A.-J. de Rivaz les a souvent réfutées.

D'après Schiner, le quatrième âge du Valais a commencé à la défaite des ducs de Zähringen à Ulrichen en 1211, date où il recouvra son ancienne liberté, grâce au Seigneur et à la valeur de ses armes. L'évêque Aymon, en 1330, ne pouvait donc plus invoquer le diplôme d'Henri VI datant de 1189 : « La lecture est venue après coup, le Valais a changé de maître, ou plutôt, de sujet est devenu maître de lui-même en 1211. » Et notre auteur doute encore de l'authenticité du diplôme en 1189. Quant à Charles IV, en 1365, il ne donna absolument rien à l'évêque. L'empereur y est qualifié

²¹⁹ P. Engel, *Collegium universi juris canonici...*, *Friburgi Nuithonum...* 1728. (La citation est empruntée au *titulum de feudis*, n. 48).

²²⁰ Archives de Rivaz, carton 70, N° 23.

de patron de l'Eglise. « L'empereur qualifie l'Etat de Valais République : *Pro conservatione foelicissimi status Reipublicae*. » Enfin, l'empereur réserve les droits de chacun, donc la liberté des peuples, puisqu'il regarde le Valais comme une République. Selon Schiner, c'est Edouard de Savoie qui prit le premier le titre de « *comes et praefectus* ». Enfin, il affirme que le Valais, comme membre allié du corps helvétique avait été reconnu libre et indépendant de l'Empire par les empereurs Rodolphe (1291), Henri VII, Louis V, Charles IV, Sigismond, Maximilien (1499) et, dernièrement par Ferdinand III, en 1648, le 24 octobre à Münster (article VI du traité de paix).

Cette dernière remarque est intéressante. Elle prouve bien que la question était discutée en Valais : on ne savait pas si le pays était inclu dans la paix de Westphalie, et les deux opinions étaient soutenues contradictoirement. Par contre, A.-J. de Rivaz a raison de se demander où Schiner a trouvé une seule déclaration de l'empereur libérant le Valais de son autorité²²¹, de faire remarquer qu'en 1365 le mot *Respublica* ne désignait aucunement un gouvernement démocratique et de préciser que Tavelli déjà portait le titre de comte et préfet. « L'histoire d'Allemagne, écrit de Rivaz, prouve que les évêques ont été souverains avant de porter le titre de prince. » Et il croit que la liberté du Valais ne date que de la seconde bataille d'Ulrichen en 1499, guerre où le Valais se rendit indépendant des empereurs d'Allemagne et des ducs de Savoie, mais n'en continua pas moins à tenir son évêque pour prince.

L'abbé Schiner soutient, dans sa dissertation, que le Valais a accepté librement ses évêques, « la donation de Charlemagne étant très difficile, pour ne pas dire impossible à prouver ». Et il prend tout à fait le parti des patriotes du XVII^e siècle (pp. 10 et 13). A quoi de Rivaz réplique que l'évêque tenait ses régales de l'Eglise et non du peuple et que les événements de 1616 et 1636 ont été une vraie révolution.

Schiner garantit en outre que l'évêque était autrefois sujet de Charlemagne avec tout le pays, ou plus tard, sujet des rois de Bourgogne. Maintenant qu'il reçoit les régales du pays, il n'est plus soumis au vicaire ou au bailli impérial. Il ne se contente plus d'exécuter la loi, mais il légifère avec les VII dizains, etc. Enfin, l'abbé a cherché à expliquer l'origine de la légende de Charlemagne (p. 15) : il pense la découvrir au chapitre 366 du sixième livre des capitulaires de Charlemagne, qui permet de choisir les évêques pour juges et qui accorde au témoignage de ces prélats une valeur probante supérieure. « Cette loi qui donna aux évêques une autorité dans le temporel, dit-il, s'est conservée dans notre pays où la première instance appartient encore à l'évêque selon nos statuts ; l'évêque a pris dans la suite le titre de comte... il est encore actuel-

²²¹ *Opera Historica*, T. XVIII, *miscellanea*, pp. 195 à 219.

lement juge général du pays... Dans la suite, les évêques ont cherché à étendre leur autorité dans le temporel, ce qui a été heureux du temps de la Réforme, pour résister face aux chefs du pays, qui balançaient pour Calvin ; ce fut encore bon lors de la mutinerie de 1732. »

Le chanoine de Rivaz croit que Schiner a bien expliqué l'origine du pouvoir temporel des évêques ; il précise toutefois que Charlemagne s'est fondé sur le code Théodosien et que son exemple a été suivi sous les rois de Bourgogne. Pour nous, nous ne croirons pas que Charlemagne ait jamais confié un comté à un évêque²²² et nous ne savons pas du tout s'il a accordé un privilège quelconque à l'Eglise de Sion.

* * *

Nous voyons ainsi que la libération juridique du Valais, à l'égard du Saint-Empire, par les actes de la paix de Westphalie, reste assez problématique et qu'elle a été discutée en Valais au XVIII^e siècle. L'abbé Schiner a soutenu la libération, le Bailli Burgener, plus prudent, a simplement fait remarquer que l'empereur ne l'avait jamais admise, et qu'il valait mieux fonder la liberté du pays sur les faits. Quant à la dissertation anonyme dont nous avons parlé, elle soutient que l'empereur n'aurait pu reconnaître le Valais comme République indépendante sans se heurter au droit canonique ou féodal. Néanmoins, elle ne nie pas que le Valais se soit érigé en République, et c'est déjà beaucoup que l'on ne soit pas revenu sur ce fait.

Grégoire GHIKA

²²² Cf. *BWG*, 1, p. 18.